

(N° 76.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le budget a recueilli les votes indiqués ci-dessous au cours des séances tenues par les sections pour le discuter :

1 ^{re} section :	adopté par	9	voix contre	8 ;
2 ^e —	—	41	—	8 ;
3 ^e —	—	40	—	7 ;
4 ^e —	—	11	—	8 ;
5 ^e —	—	12	—	9 ;
6 ^e —	—	15	—	5.

Les observations dont les crédits sollicités ont été l'objet soit en Section, soit en Commission ; les observations formulées au sujet de la politique suivie par le Gouvernement sont exposées ci-après.

Votre Commission a cette fois encore classé les dépenses comme l'ont fait les Commissions qui ont examiné le budget de l'Intérieur depuis l'armistice ; la Chambre en consultant l'annexe I pourra se rendre compte du montant des dépenses d'administration, des dépenses imposées par les lois votées et des dépenses facultatives.

CHAPITRE I.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Traitement du personnel.

Des membres ont fait remarquer en Section et en Commission :

1^o Que la différence entre le maximum et le minimum des appointements

(1) Budget, n° 4-VI.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Destree, Doms, Flagey, Gollier, Heyman, Huysmans, Max, Melekmaus, Ramaekers, Rombauts et Souplit.

b) Six membres nommés par les sections : MM. de Gérardon, de Burlet, Winandy, Cocq, Pussemier et Verachtert.

alloués aux fonctionnaires subalternes est de 40 à 28 p. c., tandis que cette différence est beaucoup moins forte pour les fonctionnaires supérieurs ;

2° Que l'avancement des fonctionnaires devrait être plus rapide de manière à leur permettre d'atteindre plus tôt qu'ils peuvent le faire aujourd'hui le maximum de leur traitement.

Les membres qui ont présenté ces observations ont déclaré que leurs critiques formulées à l'occasion de l'examen du budget de l'Intérieur et de l'Hygiène, s'appliquaient également au barème des traitements qui étaient en vigueur dans les autres départements ministériels.

Votre Commission ne croit pas que la discussion de ces observations puisse être abordée au cours de l'examen du budget de l'Intérieur ; les questions qu'elles soulèvent sont d'ordre général ; chercher à les solutionner sans se laisser guider par des vues d'ensemble, ferait courir le risque d'aboutir, surtout en ce qui concerne le personnel qui est en fonctions, à des conclusions arbitraires et injustes.

Si un débat sur cet objet est jugé nécessaire, il ne peut s'ouvrir qu'à propos d'une discussion générale du budget ou d'un projet de loi réglant le statut des fonctionnaires.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

Unification des services de statistique.

Comme l'an dernier, des membres ont demandé en Section et en Commission l'organisation d'un bureau central de statistique.

Votre Commission spéciale estime ne pas devoir justifier comme on l'a fait dans le rapport qui vous a été soumis pour le budget de l'exercice 1922, la nécessité d'organiser un bureau unique ; encore une fois le débat qui doit s'ouvrir à l'occasion de l'examen de cet objet ne concerne pas exclusivement le département de l'Intérieur ; il intéresse tous les ministères ; il ne pourra être abordé qu'au moment où pourront être discutées les conclusions présentées par la Commission gouvernementale qui étudie les réformes dont notre régime administratif est susceptible. Soit cependant signalé ici que cette Commission s'est déjà prononcée en faveur de la centralisation des services de statistique existant dans les divers départements ministériels.

Majorations des crédits prévus au budget en 1923.

Le tableau suivant permet la comparaison des crédits alloués pour 1922.

	1922	1923
1. Jetons de présence aux membres de la Commission centrale de statistique	6.000	6.200
2. Indemnité du membre secrétaire	3.000	6.000
3. Indemnité du secrétaire adjoint	1.550	1.550
4. Traitement du bibliothécaire adjoint	6.900	6.900

5. Traitement de l'attaché à la bibliothèque	6.200	6.300
6. Augmentation réglementaire	100	—
7. Indemnité de résidence du bibliothécaire adjoint et de l'attaché à la bibliothèque	1.200	960

Correction du libellé de l'article.

Une erreur d'impression a été commise au littéra B de l'article 2 du projet de budget.

Il faut lire : Comité consultatif de contentieux administratif et d'administration générale, soit donc, dans le texte flamand : « Kosten van het raadgevend » Comitéit voor geschillen van bestuur en voor algemeen bestuur ».

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Nomination des Gouverneurs et des Commissaires d'arrondissement.

En section, des membres ont rappelé que le gouverneur du Hainaut appartient à l'opinion catholique tandis que la majorité au conseil provincial et à la députation permanente est détenue par des représentants du parti socialiste ; ils ont ajouté que le choix des commissaires d'arrondissement était dicté le plus souvent par des considérations politiques.

Des membres de votre Commission spéciale ont insisté sur ces observations ; certains ont affirmé que la plupart des avocats-conseil attachés aux départements ministériels étaient notoirement connus comme membres du parti catholique.

Le vœu suivant a été soumis au vote de votre Commission :

« La Commission, constatant que sur neuf gouverneurs, il n'est que deux » libéraux et aucun socialiste, émet le vœu de voir les partis de gauche mieux » représentés à la tête des provinces. La Commission émet le même vœu pour ce » qui concerne les commissaires d'arrondissement. »

L'auteur du vœu, appuyé par d'autres membres, a fait remarquer que la politique suivie par le Gouvernement excluait un parti puissant des cadres de l'administration supérieure du pays ; que dès lors les idées et les tendances de ce parti étaient à leur avis arbitrairement jugées et combattues par des organismes administratifs, par exemple, des députations permanentes, où ce parti ne comptait pas de représentants ; que le parti visé avait donné des preuves suffisantes de capacité gouvernementale pour ne plus être frappé d'ostracisme.

D'autres membres de la Commission combattant le vœu déposé et tout en faisant des réserves au sujet des faits rappelés, ont signalé qu'un gouverneur appartenant à l'opinion libérale préside une députation permanente catholique homogène ; ils ont affirmé qu'il n'était pas possible de prouver que les commissaires d'arrondissement fussent principalement des agents politiques ; ils ont insisté sur le fait, que dans notre organisation administrative la garantie contre les abus pouvant naître du droit attribué aux conseils provinciaux et communaux

de statuer sur les affaires d'intérêts provincial et communal, ne peut être trouvée que dans le droit pour le Gouvernement de choisir librement son représentant au sein de ces conseils, afin de posséder la garantie que ces organismes ne sortent pas de leurs attributions et ne prennent pas des décisions qui sont contraires aux lois ou qui blessent l'intérêt général.

Le vœu déposé fut rejeté par 6 voix contre 5.

Attributions des Commissaires d'arrondissement.

La suppression des commissaires d'arrondissement n'a pas été formellement proposée, quoique l'utilité de leur action ait été discutée. Le débat au sein de la Commission peut se résumer comme suit :

Si les commissaires d'arrondissement sont, en ordre principal, des agents de transmission et des agents de surveillance; si en principe, ils sont les subordonnés du gouverneur de la province; les cas dans lesquels ces fonctionnaires agissent comme autorité ne sont nombreux : il suffit de rappeler les pouvoirs qu'ils possèdent en matière d'élections, de milice, de chasse, de police des aliénés, de police sanitaire, de voirie vicinale. Supprimer les commissariats d'arrondissement entraînerait donc l'organisation de bureaux nouveaux destinés à les remplacer.

En fait, la suppression du fonctionnaire n'entraînerait donc pas l'économie d'une dépense. On l'oublie trop souvent.

La plupart des membres de votre Commission estimaient même que le maintien des commissaires d'arrondissement surtout comme agents locaux d'information et de bons avis est inévitable. Toute notre législation impose chaque jour des devoirs plus nombreux et plus difficiles aux autorités locales; celles-ci celles des petites communes surtout, ont besoin d'un conseiller qui les visite et qui les assiste dans les difficultés qu'elles rencontrent; or, tel est bien le rôle qui est dévolu aux commissaires:

Mais ces mêmes membres ajoutaient immédiatement que le rôle joué par le commissaire comme agent de transmission entre l'administration locale et les administrations supérieures pourrait être simplifié. Actuellement, toute la correspondance qui est expédiée par l'autorité locale des communes non émancipées au Gouverneur de la province ou à la Députation permanente est adressée d'abord au commissaire qui se borne souvent à la transmettre simplement à l'autorité supérieure. S'il était permis d'employer une expression familière, on pourrait écrire que le commissariat constitue trop une simple boîte à lettres intermédiaire. Votre Commission demande la suppression de la boîte à lettres. Les décisions des conseils communaux soumises, par exemple, soit à l'avis, soit à l'approbation de la Députation permanente devraient directement parvenir au Gouverneur, la Députation demeurant toujours libre évidemment de faire procéder par le commissaire à telle information qu'elle jugera utile. La correspondance directe pourrait être admise dans d'autres cas encore. Votre Commission demande au Gouvernement d'étudier la manière dont pourrait être réalisée la réforme qu'elle préconise. Elle demande même au Gouvernement de se prononcer dans la mesure où il lui sera possible de le faire au cours de la discussion du budget, car il serait à tous points de vue utile d'augmenter le temps

que le commissaire peut consacrer à l'inspection des registres de l'état civil, à la vérification des caisses publiques, à la visite des établissements communaux ainsi qu'à l'examen des mesures prises pour assurer l'application des lois et des règlements.

Contentieux administratif.

La remarque ayant été faite par un membre que le Ministre de l'Intérieur jouit de trop de liberté, qu'il décide sans règle déterminée, comme, par exemple, quand il s'est agi de la révocation des fonctionnaires communaux anversoïs, des membres ont demandé que le rapport signalât au Gouvernement qu'il y avait urgence de terminer l'étude de l'organisation des juridictions administratives et de saisir le Parlement du projet de loi réglant la matière.

Finances Communales.

Les observations présentées ont été nombreuses; elles visent :

- 1° L'import des dettes contractées par les communes pendant la guerre et depuis l'armistice ;
- 2° Les restrictions apportées au droit de taxation des communes ;
- 3° Le retard apporté à l'approbation des taxes votées par les conseils communaux au cours de l'exercice 1922.

1. *Dettes.* — Votre rapporteur ne croit pas qu'il soit actuellement possible de déterminer le montant de la dette imposée par la guerre aux communes et qui demeurerait à leur charge.

Les renseignements qu'il a pu recueillir à des sources diverses lui permettent de fournir quelques chiffres qui sont intéressants à connaître, mais qui sont cependant très incomplets.

108 communes du pays, comptant une population de 10,000 habitants et plus, auraient dû, pour couvrir leurs dépenses, emprunter, du 4 août 1914 au 31 décembre 1920, 1,961,837,902 francs.

De cette dette, le Gouvernement a pris à sa charge 618,850,189 francs; et ces communes auraient à recevoir du chef de dommages de guerre résultant de réquisitions, d'amendes, etc., 518,502 474 francs.

Le budget de l'État contient un crédit de 275,000.000 francs pour permettre à l'État de prendre à sa charge les dépenses que les communes se sont imposées en 1919 et en 1920 pour assurer l'alimentation de la population et la distribution de secours.

Si l'on admet que les 3/4 du crédit de 275 millions sera liquidé au profit des communes de 10,000 habitants et plus, il faudrait en conclure que ces communes demeureront obérées d'une dette de 588,258,259 francs; mais comme il est nécessaire de rappeler ici que l'emprunt a également couvert une partie notable des dépenses ordinaires des exercices 1921 et 1922, il faut conclure que la dette dépassera assez largement les 600 millions.

Votre rapporteur se permet de vous signaler qu'il ne faut pourtant pas s'exagérer la gravité de la situation, car des sommes très importantes reviennent encore

aux communes du chef de leur côte-part dans le produit des impôts de l'État afférente aux exercices 1921 et 1922, ainsi que dans les impôts spéciaux : bénéfices de guerre et bénéfices exceptionnels.

En résumé, est seule exactement connue la situation de la minorité des communes.

Votre rapporteur estime que les mesures définitives à prendre en ce qui concerne les dettes de guerre ne pourront être discutées que le jour où le Gouvernement publiera un tableau complet renseignant par commune l'import de la dette ; le montant des dommages de guerre sollicités ; le chiffre de la dette reprise par l'État ; le montant de la part dans le produit des impôts de l'État et de la part dans le fond des communes.

Ce tableau peut être dressé à bref délai ; votre Commission demande qu'il le soit.

En terminant la Commission émet le vœu que le Ministre de l'Intérieur intervienne auprès du Département des Affaires Économiques pour que soit activé l'examen des demandes faites par les communes en obtention de dommages de guerre.

Restrictions apportées au droit d'arrêter des taxes.

Les membres des Sections et de la Commission ont émis l'avis que les ressources dont disposent les communes (quote-part dans le produit des impôts ; dans le fonds des communes : additionnels prévus par la loi du 16 juillet 1922 ; taxes spéciales) sont insuffisantes ; mais ils ont surtout prétendu que l'interprétation donnée par le Gouvernement au texte des lois fiscales ou au texte de la loi du 16 juillet 1922 ne permettait pas de taxer certaines formes de la richesse.

Le problème soulevé ici est, à peine faut-il le dire, extrêmement complexe et délicat.

Votre Commission estime qu'il serait prématuré d'en aborder l'ensemble en 1923 ; la reprise par l'État de la quote-part des dettes de guerre dont il assume la charge n'est pas terminée ; la quote-part des communes dans le produit des impôts de l'État en 1921 et 1922 n'est pas établie ; la quote-part revenant encore aux communes dans la liquidation du fonds communal ou leur revenant à l'avenir dans le fonds des communes n'est pas définitivement connue par les autorités locales ; le rendement de l'impôt sur les revenus n'a pas atteint son maximum ; bref, nous vivons encore à cet égard en pleine période transitoire ; l'import de la différence entre les recettes qui pourront être qualifiées de normales et les dépenses n'est pas, en général, connu avec précision. Pour le faire il faudra certainement attendre au moins la fin de 1923.

Des observations qui précèdent il ne faudrait pas conclure que votre Commission estime que le Gouvernement n'a pas usé trop rigoureusement jusqu'ici de son droit de refuser l'approbation de taxes.

Il semble que les dispositions de la circulaire ministérielle du 8 septembre 1922 concernant l'application de la loi du 16 juillet 1922 sont appliquées restrictivement ; on peut croire jusqu'ici que les autorités supérieures n'ont pas admis de cas où peut être rompue l'égalité proportionnelle qui doit en principe exister entre les différents additionnels perçus en vertu de cette loi. Ainsi par exemple

ne paraît pas critiquable la décision d'un conseil communal votant à l'unanimité de ses membres appartenant à tous les partis politiques la majoration de la taxe en vigueur sur la surface de chauffe et l'établissement d'une taxe à charge du patron calculée sur le nombre d'ouvriers employés, mais votant à la simple majorité des membres seulement du groupe le plus influent une partie de la taxe percevable sur les traitements, etc.

Ainsi encore pourquoi rejeter toute taxe sur les automobiles? La taxe perçue par l'État est exclusivement calculée sur la force motrice du véhicule. Il n'est pas tenu compte de sa valeur. Or, celle-ci ne dépend pas du tout de la force du moteur. Pourquoi ne pas autoriser une taxe qui est principalement basée sur la valeur, alors surtout que sa perception a été décidée par ce qu'était établie une taxe sur les vélos?

Ainsi pourquoi rejeter toute taxe sur les pianos, sur le bétail, sur les terres cultivables, alors qu'est autorisée une taxe sur les chevaux?

Au cours de l'instruction ouverte à l'occasion du vote de taxes, l'autorité supérieure laisse le plus souvent prévoir un refus d'approbation basé sur le texte des dispositions légales qui sont en vigueur.

Une discussion de budget ne se prête pas en principe à une révision du texte de lois organiques.

Votre Commission croit donc devoir se borner à demander au Gouvernement pour l'exercice 1922 et 1923 une application large du texte des lois en vigueur.

Votre Commission, tant pour éclairer la question que pour documenter les communes, publie en annexe au présent rapport une liste des taxes qui ont été approuvées jusqu'ici et de celles qui ont été rejetées. (Voir Annexe n° II.)

Retard apporté à l'approbation des taxes.

Des renseignements recueillis par votre rapporteur, il résulte que le département de l'Intérieur a approuvé jusqu'ici plus de 500 délibérations votant des additionnels aux impôts cédulaires.

Mais demeure ignoré le nombre des délibérations établissant des taxes spéciales et qui attendent approbation.

Le Gouvernement signale qu'un grand nombre de ces délibérations ont dû être renvoyées aux autorités locales pour être mises en concordance avec les prescriptions légales ou avec la jurisprudence.

L'argument n'a qu'une valeur relative.

Il y a d'abord des taxes, celles sur les vélos par exemple; celles sur les « marchés », dont presque jamais le vote ne peut être discuté. Or, nombre de ces taxes votées en 1922 ne sont pas approuvées jusqu'ici; votre Commission ne comprend pas pourquoi.

L'argument a une certaine valeur quand il s'agit, par exemple, de taxes sur les cinémas, les spectacles, dont l'import est parfois élevé.

Certes le Gouvernement ne peut pas déterminer indirectement le taux d'une taxe communale en décrétant dans son arrêté d'approbation un taux de perception inférieur à celui qui a été décidé par l'autorité locale.

Mais votre Commission considérant que les taxes visées ci-dessus ont été décré-

tées pour équilibrer les budgets de 1922; que par leur non-approbation la recette escomptée par la commune est définitivement perdue; que la charge du budget de 1923 sera aggravée de tout le déficit qui en résultera pour le budget de 1922, estime :

1° Que l'approbation de toutes les taxes régulièrement admises jusqu'ici devrait être plus rapide qu'elle ne l'a été;

2° Que le Gouvernement devrait aviser aux mesures à prendre pour pouvoir en 1923 autoriser, sans renvoi aux autorités locales, de perceptions inférieures à celles qui ont été décrétées par les autorités locales;

3° Que le Gouvernement devrait aviser aux mesures à prendre pour qu'une décision de conseil communal décrétant la perception d'additionnels au principal des impôts de l'État ne doive recevoir d'autre approbation que celle de la Députation permanente puisque les limites de cette perception sont arrêtées par la loi.

4° Qu'il serait utile de réunir la Commission qui a élaboré l'avant-projet de loi organisant le fonds des communes pour lui faire dresser un tableau-type des taxes communales autorisables.

Crédits prévus au chapitre.

Ils n'ont pas donné lieu à observations.

CHAPITRE V.

AFFAIRES ÉLECTORALES.

A la suite de la publication au *Moniteur* de la loi du 1^{er} août 1922, portant dérogation pour 1922 aux articles 53 et suivants du Code électoral, le Gouvernement a adressé aux gouverneurs de province la circulaire publiée en annexe III et qui énumère les mesures que devraient prendre les administrations communales pour tenir à jour les éléments qui serviront à dresser après 1922 les prochaines listes électorales.

Il ne paraît pas imprudent d'affirmer que le travail prévu a été en général effectué.

Des membres de votre Commission ont demandé s'il y avait lieu de prendre des mesures pour 1923.

Le Gouvernement n'a pas fait connaître s'il déposerait prochainement un projet de revision du Code électoral.

Votre rapporteur estime qu'en 1923 on pourrait agir comme on l'a fait en 1922. En effet, deux hypothèses sont possibles. Ou bien les Chambres siègent jusqu'à expiration normale de leur mandat, soit en 1923 et, dans ce cas, il suffit que la revision du Code électoral soit terminée avant juin 1924. Ou bien il y a dissolution et, dans ce cas, il faudra toujours imposer aux communes les frais considérables d'une publication annuelle des listes électorales, puisqu'aux termes de l'article 71 de la Constitution l'acte de dissolution des Chambres contient convocation des électeurs dans les quarante jours. Car, la confection d'une liste électorale nouvelle est impossible, bien entendu si l'on veut entourer cette confection de toutes les garanties qui sont indispensables.

Les crédits du chapitre ont été réduits au minimum indispensable.

CHAPITRE IX.

CROIX DE FER.

Des membres ont demandé si le maintien du crédit sollicité se justifiait.

D'autres, prenant texte de la note justificative jointe par le Gouvernement au projet de budget, ont demandé le motif de la suppression du crédit rétabli par la Chambre en faveur des descendants des combattants de 1830.

Il a été signalé à votre rapporteur :

1) que 8 veuves de combattants ont touché chacune en 1922 un secours de 400 francs, soit 3,200 francs ;

2) que 59 descendants nécessiteux ont, toujours en 1922, touché chacun 400 francs, soit 23.600 francs ;

3) qu'un secours exceptionnel de 100 francs a été accordé en 1922 à un certain nombre de descendants qui étaient dans une situation presque misérable, soit 5,200 francs au total ;

4) que l'âge des gens secourus habituellement est le suivant : 1 né en 1836, habitant Paris ; 8 en 1838 ; 4 en 1859 ; 3 en 1860 ; 4 en 1861 ; 4 en 1862 ; 2 en 1863 ; 4 en 1864 ; 3 en 1865 ; 1 en 1866 ; 1 en 1869 ; 1 en 1870 ; 1 en 1873 ; 1 en 1874 ; 1 en 1881 ;

5) que les secours ne sont accordés après enquête minutieuse faite par le Comité supérieur de contrôle qu'aux veuves et aux descendants nécessiteux en ligne directe à la première génération des décorés de la Croix de fer, des blessés de Septembre, des décorés de la Croix commémorative de 1830 et des combattants de 1830 ;

6) que le secours alloué aux descendants est supprimé quand ils ont atteint l'âge de 65 ans puisqu'il peuvent alors obtenir la pension de vieillesse.

Votre Commission spéciale, prenant acte des dispositions énumérées ci-dessus vous propose de rétablir au budget la partie du crédit qui fut supprimée par le Gouvernement.

Elle vous propose, en outre, pour que la catégorie des nécessiteux qui puisse obtenir du secours soit exactement délimitée de préciser le libellé de l'article qui serait à rédiger comme suit :

« Secours aux veuves et descendants nécessiteux en ligne directe à la première
 » génération de décorés de la croix de fer, de blessés de Septembre, de décorés de
 » la croix commémorative de 1830 et de combattants de 1830 qui ont été
 » secourus en 1922. 24,000 fr. »

CHAPITRE X.

ADMINISTRATION DE L'HYGIÈNE.

Les divers crédits prévus à ce chapitre ont été peu discutés ; l'organisation du service d'hygiène a, en effet, longuement été débattue au cours de l'examen des budgets qui se sont succédés depuis l'armistice ; les initiatives prises par le service ont été exposées en détail et l'import des divers crédits vérifié de près.

Les quelques observations qui ont cependant été présentées méritent de retenir un instant l'attention.

Service pharmaceutique.

Un membre a demandé que les pharmaciens soient obligés à l'instar de ce qui se passe en Italie, d'inscrire sur tout récipient contenant un médicament délivré au public la composition de la potion, ceci afin d'éviter de fâcheuses méprises qui sont plus fréquentes qu'on ne le croit.

La Commission a l'honneur de soumettre cette observation à l'examen des services compétents.

Tuberculose.

S'inspirant des considérations développées dans le rapport déposé au nom de la Section centrale de la Chambre des représentants sur le budget de 1922 et des circonstances de fait, le Gouvernement a estimé pouvoir réduire de 1,700,000 fr. les crédits en faveur de la lutte contre la tuberculose et en fixer le montant à 7 millions de francs.

Sauf imprévu, ce chiffre sera bien suffisant, et l'emploi judicieux des crédits et celui des subsides alloués aux œuvres antituberculeuses permettront de pourvoir à toutes les nécessités justifiées, sans que l'intensité de la lutte subisse le moindre ralentissement.

Si le Sanatorium de Marquain lez-Tournai, qui est en voie d'aménagement, n'est pas encore ouvert aux malades, le nombre de lits pour tuberculeux pulmonaires et chirurgicaux a été notablement majoré au sanatorium que le Gouvernement a annexé à l'hôpital Saint Idesbald à Honthem lez-Furnes; ce nombre qui n'était que de 68 en 1921 a passé à 163; à l'heure actuelle (30 novembre) 84 tuberculeux pulmonaires et 27 tuberculeux chirurgicaux y sont en traitement.

Un subside de 350,000 francs a été récemment alloué à la province de la Flandre orientale pour la création d'un sanatorium pour tuberculeux pulmonaires à Renaix.

D'autres demandes similaires émanant d'administrations provinciales et d'organismes privés sont à l'instruction en ce moment.

Importance de la lutte antivénérienne en Belgique.

En principe ce paragraphe du rapport devrait trouver sa place au chapitre XIII. Il est inséré ici pour ne pas scinder l'exposé des mesures prises en faveur de l'hygiène.

Les tableaux statistiques publiés à l'annexe IV montrent, pour l'exercice 1921, l'importance de la lutte entreprise par le Gouvernement, tant au point de vue du nombre de malades nouveaux, qui ont reçu le traitement, qu'au point de vue du nombre des consultations données. Au cours de l'exercice 1921, 1,582,545 francs ont été dépensés pour les médicaments et 1,530,345 francs pour les frais de fonctionnement de 317 cliniques agréées à cette époque. Pour 1922, les chiffres n'ont pu encore être établis, mais au cours du premier semestre, 7,142 malades nouveaux (syphilitiques) ont reçu le traitement aux frais de l'État: ce chiffre indique que l'intensité du mal est toujours grande. En janvier 1922, le système des agrégations

a pris fin. Dès le début de l'année, le Gouvernement a réussi à remplacer les cliniques anciennement agréées par 21 dispensaires, 36 polycliniques et cliniques et 40 consultations hospitalières organisées selon les vues du Conseil supérieur d'hygiène.

Jusqu'à présent, 808,069.83 francs ont été liquidés sur l'exercice 1922 pour frais de médicaments.

Un crédit de 50,000 francs ouvert dans l'intérêt de la Ligue nationale contre le péril vénérien, a été frappé jusqu'à présent d'un subside de 20,000 francs.

Le Gouvernement est intervenu dans les frais de construction et d'aménagement d'établissements antivénériens nouveaux, et a liquidé de nombreux subsides calculés sur la base de trois francs par consultation.

Des films nouveaux de propagande antivénérienne ont été acquis et de nombreuses conférences avec projections lumineuses, ainsi que des séances cinématographiques ont été données.

Le Gouvernement assume le paiement des frais de voyage des vénériens résidant dans les localités où ne fonctionne pas d'établissement subsidé, ainsi que les frais d'hospitalisation de certains malades. Il a, en outre, autorisé la prescription aux frais de l'Etat de remèdes destinés aux marins qui s'embarquent, et institué le contrôle par l'Etat des remèdes spécifiques.

Enfin, le Gouvernement assume le surcroît des dépenses occasionnées aux administrations hospitalières agréées par l'extension qu'elles ont donné à leur service antivénérien.

Les chiffres précités et la variété des mesures et interventions démontrent l'importance de la lutte entreprise par le Gouvernement et les heureux résultats qu'il peut en attendre au point de vue de la santé publique.

Réglementation du trafic des stupéfiants.

La note n° I publiée ci-après donne un aperçu succinct des deux régimes qui ont été mis en vigueur depuis l'armistice par application de la loi du 15 mars 1914 (publiée au *Moniteur* du 16 juillet 1919) approuvant la Convention internationale de l'opium.

Les effets de la nouvelle réglementation commencent à se faire sentir ; les inspecteurs de pharmacies exercent un contrôle très strict sur tout le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes (importation et exportation, commerce intérieur, délivrance par les pharmaciens).

D'autre part, grâce au concours actif de la douane et de la police judiciaire, il a été possible d'enrayer de nombreuses fraudes.

La note n° II, publiée après la première, établit à l'aide de renseignements fournis par le service de la statistique du Ministre de la Justice, le relevé des condamnations prononcées en 1921 et en 1922 (jusqu'au 30 septembre) en vertu de la loi du 24 février 1921.

NOTE I. — La loi du 15 mars 1914, publiée au *Moniteur belge* du 16 juillet 1919, a approuvé en ce qui concerne la Belgique, la Convention internationale de l'opium, conclue à La Haye, le 25 janvier 1912.

Les premières mesures d'exécution furent prises par arrêté royal du 24 octobre 1919 relatif au commerce de la cocaïne, de l'opium, de la morphine et de l'héroïne.

Les dispositions principales de cet arrêté peuvent se présenter comme suit :

1. Nul, sauf les pharmaciens tenant officine, les médecins et médecins vétérinaires tenant un dépôt de médicaments, ne peuvent faire à un titre quelconque le trafic de ces substances s'il n'en a fait la *déclaration* préalable au Ministère de l'Intérieur (art. 1).

2. Tous ceux qui ont le trafic de ces substances ou les détiennent en vue de la vente ou de la délivrance, sont tenus de garder une comptabilité spéciale des entrées et sorties de ces produits (art. 4 et 5).

Mais on se rendit rapidement compte de l'inefficacité de cet arrêté; le Gouvernement n'était pas armé de pouvoirs suffisants pour rechercher les fraudes et pour contrôler les importations et les exportations de soporifiques et de stupéfiants, et, d'autre part, les peines applicables aux contraventions étaient beaucoup trop faibles.

C'est pour remédier à ce double inconvénient que fut promulguée la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéifiantes, désinfectantes ou antiseptiques.

Cette loi confie au Gouvernement le soin de réglementer et de surveiller, dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé publique, l'importation, l'exportation, la fabrication, le transport, la détention, la vente et l'offre de vente, la délivrance et l'acquisition à titre onéreux ou à titre gratuit des substances susvisées.

Les peines qu'elle rend applicables aux infractions aux dispositions des arrêtés royaux, relatifs aux substances soporifiques et stupéifiantes sont les suivantes :

1. Emprisonnement de trois mois à deux ans et amende de 1,000 à 10,000 fr. ou l'une de ces peines seulement (art. 2, parag. 2).

2. Faculté pour le juge de prononcer en outre :

a) l'interdiction pour un terme de cinq à dix ans des droits civils et politiques énumérés à l'article 31 du Code pénal (art. 4, parag. 1).

b) Le renvoi sous la surveillance spéciale de la police pendant une période de deux à cinq ans (art. 4, § 1).

c) Interdiction temporaire ou définitive de l'exercice de la branche de l'art de guérir à laquelle se livre le condamné (art. 4, § 2).

Ces peines peuvent être portées au double en cas de récidive dans les deux années (art. 5).

Usant des pouvoirs très étendus qui lui sont conférés par cette loi, le Roi a pris le 6 septembre dernier (*Moniteur* du 24 septembre) un arrêté aux termes duquel :

1° Une autorisation préalable du Gouvernement (Administration de l'hygiène publique) — autorisation toujours révocable — est nécessaire pour faire le commerce des soporifiques et des stupéfiants énumérés à l'article 1^{er} (art. 2). Il n'est fait exception qu'en faveur des pharmaciens tenant officines ouvertes au public et les médecins et médecins-vétérinaires autorisés à tenir un dépôt de médicaments ;

2° Une autorisation spéciale et préalable de la même administration est requise pour chaque importation ou exportation de soporifiques ou de stupéfiants (art. 1^{er}).

L'importation ou l'exportation ne peuvent avoir lieu que par les bureaux de douane de Bruxelles et par le 1^{er} bureau de douane de Liège.

A l'importation, la vérification des produits se fait à la douane par les soins d'un inspecteur des pharmacies.

A l'exportation, elle se fait par le même agent, mais dans les magasins même de l'exportateur. Elle a lieu au moment de l'emballage; si la vérification lui donne satisfaction, l'inspecteur des pharmacies remet l'autorisation et appose des scellés sur le colis.

On remarque que l'autorisation d'exporter n'est délivrée que « sur production d'un document officiel établissant que le destinataire a le droit de recevoir les substances demandées » (art, 1^{er}, alinéa 5).

L'Administration de l'hygiène publique envisage, en outre, la possibilité de communiquer aux Gouvernements des pays voisins de la Belgique les noms et adresses de leurs ressortissants qui importent des soporifiques et des stupéfiants en Belgique, ainsi que les dates des importations et les quantités importées.

3° Enfin, l'arrêté royal du 6 septembre 1921 revise et simplifie à certains égards les dispositions édictées par l'arrêté du 14 octobre 1919, en ce qui concerne le contrôle de l'emploi de soporifiques et de stupéfiants par ceux qui exercent une branche quelconque de l'art de guérir ».

L'article 14 de l'arrêté royal du 25 avril 1922 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses ou toxiques dispose en outre qu'« aucune substance ou préparation contenant une dose si minime qu'elle soit d'opium, de morphine ou de ses sels, de cocaïne ou de ses sels, ne peut être délivrée sans une prescription médicale spéciale pour chaque cas, ni offerte ou exposée en vente, lorsque cette substance ou cette préparation est destinée à des enfants âgés de moins de 3 ans ».

NOTE II. — *Loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.*

Relevé des individus condamnés.

	A l'emprisonnement												A l'amende				Accessoirement à		
	Conditionnel					Simple de							Conditionnelle de		Simple de		L'interdiction.	La surveillance.	
	6 mois.	3 mois à 6 mois.	1 mois à 3 mois.	8 jours à 1 mois.	Moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à 5 ans.	1 an à 3 ans.	6 mois à 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à 3 mois.	8 jours à 1 mois.	Moins de 8 jours.	26 francs et plus.	Moins de 26 francs.	26 francs et plus.	Moins de 26 francs.		
En 1921	»	»	»	»	»	»	»	7	6	5	»	»	»	1	»	1	»	12	12
En 1922	1	»	1	»	»	»	»	13	14	16	3	3	»	13	»	9	»	9	4
du 1 ^{er} janvier au 30 septembre.																			

CHAPITRE XI.

HYGIÈNE SOCIALE DE L'ENFANCE.

Frais d'administration. (Art 52, E, développements.)

Un membre a fait remarquer que la somme de 673,000 francs était considérable.

Il lui a été répondu que cette somme représente 7 p. c. du montant des dépenses effectuées par l'œuvre nationale; le tableau publié en annexe V démontre que le crédit sollicité pourrait même être insuffisant.

Votre Commission ne vous propose pas d'augmentation.

Votre rapporteur a pu lui affirmer que le service d'inspection organisé par l'OEuvre Nationale et qui s'étend aujourd'hui sur de très nombreuses communes du pays sera complété en 1923. Il résultera du renforcement des cadres de l'inspection une réduction des dépenses faites par des comités locaux par suppression d'abus inévitables quand est installée de toutes pièces, en un laps de temps très court, une organisation aussi vaste que l'OEuvre Nationale. Or, le libellé de l'article 52 du budget est suffisamment élastique pour permettre sous le contrôle du Ministre et moyennant son approbation, l'affectation, pour minime partie d'autres services de l'OEuvre, d'économies justifiées et réalisées dans le fonctionnement.

Conditions d'admission aux gouttes de lait.

Peuvent bénéficier des avantages des « gouttes de lait » les familles dont les ressources sont inférieures aux taux ci-après :

300 francs par mois pour la première personne du ménage (cette somme peut être portée à 400 francs dans certaines localités moyennant l'autorisation préalable de l'OEuvre Nationale);

50 francs pour l'épouse;

50 — le premier enfant;

70 — le second enfant;

90 — le troisième enfant;

110 — le quatrième enfant, etc., etc.

Les familles disposant de ressources plus élevées peuvent également être admises aux distributions de la Goutte de Lait moyennant paiement complet des rations obtenues.

Un membre a demandé que le taux des ressources dont pourraient jouir les familles exonérées du paiement fût majoré; il justifiait sa demande en rappelant le coût actuel de la vie.

Votre Commission ne s'est pas ralliée à cette observation. Il appartient au Conseil Supérieur des œuvres de l'enfance, d'arrêter les chiffres du barèmes. Et il faut bien ajouter ici qu'il y a des limites aux sacrifices que la Nation peut s'imposer. La Belgique est un des pays du monde où les œuvres de l'enfance sont le plus généreusement subsidiées. De plus, il ne faut pas quand une

famille dispose de certaines ressources, supprimer presque radicalement la charge qu'entraîne pour elle la présence d'un enfant.

Cantines pour enfants débiles. Repas scolaires.

Au budget pour 1922 il était prévu un crédit de 2 millions en faveur des repas scolaires et des cantines pour enfants débiles.

Ce crédit ne figure plus au budget de 1923 et sa suppression est justifiée comme suit :

La nécessité de comprimer les dépenses qui, dans les circonstances actuelles s'imposent à toutes les administrations publiques, a entraîné pour l'œuvre nationale de l'enfance comme pour tous les services, une revision minutieuse des propositions budgétaires soumises à la Législature.

Cette revision a fait ressortir la possibilité de supprimer les crédits inscrits antérieurement au budget pour le fonctionnement des repas scolaires et des cantines pour enfants débiles.

Les raisons en sont ci-dessous exposées :

Déjà au mois d'octobre 1919, on a admis une réduction de fr. 1,060,000 pour ces deux objets, réduction qui a été motivée comme il suit : « Les conditions actuelles d'existence, l'élévation des taux des salaires des ouvriers, les efforts du Gouvernement pour fournir des vivres au moindre prix de revient à la population, ont certes diminué le nombre des enfants atteints de débilité ».

Cette amélioration de situation, déjà constatée en 1919, n'a fait que s'accroître depuis.

Après l'armistice, nombre de communes avaient supprimé radicalement les repas scolaires qui avaient été établis durant l'occupation. C'est ainsi que la province d'Anvers n'en avait conservé aucun. Par la suite, la nécessité du maintien d'un grand nombre d'entre eux n'a pas été démontrée et le rétablissement des repas scolaires supprimés ne s'est pas manifestée.

C'est ce qui avait permis de prévoir, pour 1920, une diminution tant du nombre des institutions de repas scolaires que celui des protégés.

Dans ses prévisions budgétaires pour 1921, l'œuvre nationale disait à propos des repas scolaires et des cantines pour enfants débiles :

« Ces œuvres ont subi une régression beaucoup plus forte que celle qu'il était vraisemblable de prévoir. Nous n'avons d'ailleurs pas encouragé la création des œuvres de repas scolaires qui, quelques intéressantes qu'elles fussent, ne nous ont pas paru présenter le caractère de nécessité absolue de nos autres institutions. »

Aussi, les crédits destinés à ces œuvres qui étaient, au budget de 1920, respectivement de 6,900,000 francs pour les repas scolaires et de 3,423,000 francs pour les cantines pour enfants débiles, furent-ils ramenés, au budget de 1921, à 4,330,000 francs pour les repas scolaires et à 723,000 francs pour les cantines pour enfants débiles.

Dans ses prévisions budgétaires pour l'année 1922, l'Œuvre nationale de l'enfance diminua le second de ces crédits d'une somme de 75.000 francs en alléguant que « la diminution est justifiée du fait des restrictions apportées à la

fréquentation des cantines pour enfants débiles, l'accès de ces cantines étant limité aux enfants qui doivent absolument bénéficier de ce supplément d'alimentation. »

A l'occasion de ses prévisions budgétaires pour l'année 1923, l'OEuvre nationale de l'enfance signale qu'au 31 décembre 1920, le nombre des œuvres et des protégés s'établissait comme suit :

Premier groupe d'institutions :

575 consultations de nourrissons avec	60.398 protégés,
556 gouttes de lait avec	59.903 —
515 cantines maternelles avec	10.798 —

Deuxième groupe d'institutions :

38 repas scolaires avec	47.403 —
47 cantines pour enfants débiles avec	10.773 —

Un an plus tard, soit au 31 décembre 1921, la situation était la suivante :

Premier groupe d'institutions :

868 consultations de nourrissons avec	80.457 protégés,
810 gouttes de lait avec	75.622 —
545 cantines maternelles avec	20.441 —

Deuxième groupe d'institutions :

58 repas scolaires avec	48.071 —
42 cantines pour enfants débiles avec	10.944 —

En comparant ces données, nous constatons, dans le premier groupe, une augmentation de :

295 consultations de nourrissons,
254 gouttes de lait,
228 cantines maternelles ;

dans le second groupe, une augmentation de 20 repas scolaires seulement avec 668 protégés, et une diminution de 5 cantines pour enfants débiles avec 170 protégés en plus seulement, — et cela pour l'ensemble du pays.

L'éloquence de ces chiffres est incontestable. Il est permis d'en conclure que ces dernières œuvres ne répondent pas à un besoin général. Il n'est, dès lors, pas logique que tous les contribuables soient astreints à intervenir de leurs deniers pour maintenir des œuvres organisées seulement dans un petit nombre de localités. Il est plus logique de faire supporter les frais de ces œuvres par les communes dont les administrés en bénéficient.

Votre Commission se rallie aux considérations développées ci-dessus en ce qui concerne les repas scolaires.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les enfants débiles.

Dans quelques centres populeux, à population dense résidant sur un territoire restreint, la cantine pour enfants débiles peut avoir sa raison d'être.

Mais il faudrait que l'admission à la cantine fut sévèrement contrôlée.

Votre Commission vous propose de mettre un million à la disposition de l'OEuvre Nationale pour permettre le maintien des cantines.

Mieux vaut faire peu, mais assez bien que de créer de vastes organismes qui finalement doivent disparaître faute de ressources suffisantes pour les faire vivre.

Agrégation d'œuvres locales.

Un membre a signalé qu'à Anvers des œuvres existantes n'étaient pas subsidiées.

Votre rapporteur lui signale que l'agrégation d'une œuvre locale par l'œuvre nationale est de droit quand l'œuvre locale réunit les conditions imposées par la loi. Il ne semble pas que les renseignements fournis soient suffisamment précis pour permettre de vérifier s'il y a eu violation de la loi.

Correction de texte pages 44 et 45 du budget.

Il s'est glissé une erreur de disposition typographique dans le tableau de répartition qui, ainsi présenté, devient incohérent et donne lieu à interprétation erronée.

D'autre part, l'Œuvre Nationale de l'Enfance fait connaître que le crédit de 5.100.000 francs qui figure au litt. *b* du même article (colonies pour enfants débiles) ne doit s'élever qu'à 4.500.000 francs. Il y aura donc lieu de tenir compte de cette réduction; 1° à la page 18 du document où le montant de crédit demandé à l'article 52 doit être fixé à 14.000.000 francs au lieu de 14.600.000 francs et 2° dans les 1^{re} et 4^e colonnes de la page 45, dont les chiffres devront être modifiés.

Le tableau des développements serait donc le suivant :

Subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

	Credits demandés pour l'exercice 1923.	Credits alloués pour l'exercice 1922.	Augmen- tation.	Diminution.
Consultations de nourrissons :				
a) Gouttes de lait 8.825.000				
52 cantines maternelles :	14.000.000	16.000.000	—	2.000.000
b) Colonies pour enfants débiles . 4.500.000				
c) Frais d'administration 675.000				
Total au chapitre XI.	14.100.000	16.183.000	5.000	2.088.000
	Diminution			2.083.000

Ce changement amène nécessairement la suppression dans la 5^e colonne du tableau des développements de la partie de la note justificative commençant par ces mots : « Par contre, une augmentation de 600.000 francs.... jusqu'à la fin du paragraphe ».

Mais votre Commission ayant voté l'octroi de 1.000.000 francs pour les cantines d'enfants débiles, le crédit prévu doit être porté à 15.000.000 francs et la diminution s'élève au total à 1.083.000 francs.

CHAPITRE XIII.

Dépenses exceptionnelles. Services divers.

Une seule observation a été formulée.

Un membre a fait remarquer que le rapport présenté sur le budget pour l'exercice 1922 avait proposé l'ajournement du vote d'un crédit pour l'installation d'une station de pompage d'eaux alimentaires à Moll; que ce crédit fut rétabli par la Chambre; qu'il n'est pas liquidé jusqu'ici, attendu qu'aucun travail n'a été fait à Moll. Ce même membre n'a pas proposé l'ajournement du crédit inscrit au budget de 1923 pour ne pas provoquer un nouveau retard à la mise en adjudication des travaux qui doivent être entrepris à Moll.

Des membres ont signalé qu'à l'article 17 du budget du Ministère des Affaires Économiques pour l'exercice 1922 figurait un crédit de 50.000 francs pour liquider le subside alloué à l'Union des Villes et Communes belges et que ce crédit ne figure plus au budget de 1923.

Ces membres estiment que tout appui financier ne peut brusquement être retiré par l'État, à l'organisme qui les intéresse et qui a rendu d'importants services.

Il admettent d'autre part que cet organisme doit, à l'avenir, vivre au moyen de ressources qui lui sont fournies par ses affiliés.

Ils ont proposé l'insertion au chapitre des dépenses exceptionnelles d'un article nouveau qui serait libellé comme suit :

« Subside à l'Union des Villes et Communes belges . . . 40,000 francs! »

Cette proposition n'a pas été combattue.

Votre Commission spéciale a l'honneur de vous proposer d'adopter le budget de l'Intérieur et de l'Hygiène tel qu'il a été amendé par elle.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

EMILE BRUNET.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Budget de 1923. — Ventilation des dépenses.

Art.	Designation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'adminis- trations.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives	Observations.
	<i>Dépenses ordinaires.</i>					
	CHAPITRE I.					
1	a) Traitement du mi- nistre	35,000	35,000	»	»	
	b) Frais de repré- sentation	9,000	9,000	»	»	
2	a) Traitement des fonctionnaires de l'ad- ministration centrale . .	1,472,165	1,472,165	»	»	
	b) Comité consultatif (3,400 fr.), de contrôle (14,038 fr.), avocat (4,000 fr.), divers (2,000 fr.)	23,438	23,438	»	»	
3	Travaux extra. auto- risés	5,000	5,000	»	»	
4	Fournit. de bureau . .	240,000	240,000	»	»	
5	Frais de route	4,500	4,500	»	»	
		1,789,103	1,789,103	»	»	
	CHAPITRE II.					
	<i>Pensions et secours.</i>					
6	Premier terme de pensions	40,000	»	40,000	»	Loi générale sur les pensions.
7	Caisse secrétaires com- munaux	200,000	»	200,000	»	Loi du 30 mars 1861.
8	Secours	6,000	»	»	6,000	A le caractère d'un complément de pen- sion.
		246,000	»	240,000	6,000	
	CHAPITRE III.					
	<i>Statistique générale.</i>					
9	Commission centrale de statistique, jetons (6,200 fr.), personnel (21,710 fr.)	27,910	27,910	»	»	
10	Id., matériel	42,500	42,500	»	»	
11	Bibliothèque de sta- tistique	6,500	6,500	»	»	
		76,910	76,910	»	»	
	CHAPITRE IV.					
	<i>Affaires Provinciales et communales.</i>					
12	a) Traitements gou- verneurs (1).					(1) A. R. du 22 oc- tobre 1921.
	Id. députés perma- nents (2).	907,200	907,200	»	»	(2) Loi du 20 juil- let 1921.
	Id. greffiers provin- ciaux (3).	12,800	12,800	»	»	(3) A. R. du 20 oc- tobre 1921.
13	b) Indemnité, etc. id. Traitement, etc. des employés	4,074,150	4,074,150	»	»	
14	Matériel ou budget économique	655,000	655,000	»	»	
15	I. Commissaires d'ar- rondissements, traite- ments, etc.	1,354,500	1,354,500	»	»	A. R. du 20 octo- bre 1921.
	II. Id. frais de bur. . .	115,500	115,000	»	»	

Art.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'adminis- tration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
16	Frais de route . . . Fournitures et impres- sions. Abonnement téléph. Missions ordonnées . Id., bornes frontières. Comités techniques . Rectification actes de décès.	100,000 4,000 9,000 1,000 1,000 5,000 5,000	100,000 4,000 9,000 » » » »	» » » 4,000 1,000 5,000 5,000	» » » » » » »	Loi du 30-7 1903. Loi du 11-10-1919. Loi du 28-7-1921.
17	Police de Bruxelles .	750,000	»	»	750,000	
		7,994,450				
	CHAPITRE V. <i>Affaires électorales.</i>					
18	Juge de paix, dépla- cement	30,000	»	30,000	»	Code élect. art. 71.
19	Impression, matériel.	7,000	3,500	3,000	500	Id., art. 94.
20	Papier électoral. Je- tons de présence. In- stances	10,000	»	10,000	»	Id., articles 125, 149, 195.
21	Transport d'électeurs.	5,000	»	5,000	»	Id., art. 172bis.
		52,000	3,500	48,000	500	
	CHAPITRE VI. <i>Milice.</i>					
22	Juridictions conten- tieuses	150,000	150,000	»	»	Obligatoire en vertu de la loi sur la milice.
23	Matériel milice . . .	75,000	75,000	»	»	Idem.
		225,000	225,000	»	»	
	CHAPITRE VII. <i>Sapeurs pompiers.</i>					
24	Matériel incendie . .	50,000	»	»	50,000	
		50,000	»	»	50,000	
	CHAPITRE VIII. <i>Décoration civique.</i>					
25	Achat des insign., etc. Récompenses pécu- niaires	100,000 500	» »	» »	100,000 500	
		100,500	»	»	100,500	
	CHAPITRE IX. <i>Croix de fer.</i>					
27	Secours aux veuves . .	3,600	»	»	3,600	
		3,600	»	»	3,600	
	CHAPITRE X. <i>Hygiène.</i>					
28	a) Inspections santé, etc. personnel	580,060	580,060	»	»	
	b) Office vaccination, pers.	25,800	25,800	»	»	
29	1a) Inspections id. frais de route	320,000	320,000	»	»	
	b) Id. travaux	45,000	45,000	»	»	
	1lc) Office vaccination, frais de route	2,000	2,000	»	»	
	d) Id. travaux	10,000	10,000	»	»	

Art.	Désignation des services et de l'objet des dépenses	Crédits demandés.	Dépenses d'adminis- tration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
30	a) Inspection matériel	325,000	325,000	»	»	
	b) Office vaccin. id.	63,000	63,000	»	»	
31	a) Conseil supérieur d'hygiène	53,000	53,000	»	»	
	b) Commissions médi- cales.	217,000	»	217,000	»	Loi du 12 mars 1818 sur l'art de guérir.
32	Service sanitaire des ports, personnel	248,360	»	248,360	»	Loi sanitaire du 18 juillet 1831.
33	a) Id. matériel	300,000	300,000	(1)	»	(1) Idem.
	b) Id. frais de route	10,000	10,000	(1)	»	
	c) Id. travaux	10,000	10,000	(1)	»	
34	a) Prophylaxie des maladies contagieuses, subsidés, etc.	350,000	»	»	350,000	
	b) Id. Impressions, etc.	30,000	30,000	»	»	
35	a) Ecoles d'accouche- ment, sages-femmes, etc.	50,000	»	»	50,000	
	b) Ecoles d'infir- miers, etc.	60,000	»	»	60,000	
	c) Hygiène: conféré- nces, publications	30,000	»	»	30,000	
	d) Maternités	100,000	»	»	100,000	
36	a) Expositions et con- grès	20,000	»	»	20,000	
	b) Société d'hydrolo- gie, subsidés	3,000	»	»	3,000	
37	Office intern. d'hygiène.	13,750	13,750	»	»	Convention inter- internationale, Pa- ris 1903.
38	a) Inspection denrées alim. pers.	338,500	»	338,500	»	Loi du 4 août 1890, relative à la fabrica- tion des denrées ali- mentaires.
	b) Expertise des viandes, id.	87,900	»	87,900	»	Idem.
39	a) Inspection denrées alim. frais de route.	215,000	»	215,000	»	Idem.
	b) Travaux, id.	30,000	»	30,000	»	Idem.
40	a) Insp. denrées al. matériel	100,000	»	100,000	»	Idem.
	b) Laborat. d'anal., id.	20,000	»	20,000	»	Idem.
	c) Exposition et con- grès	4,000	»	»	4,000	
	d) Institut internatio- nal du Froid.	2,200	2,200	»	»	Convention de Pa- ris de 1920.
	e) Vétérinaires de con- trôle	40,000	»	40,000	»	Loi du 4 août 1890.
	f) Impression et div.	20,000	»	20,000	»	Idem.
41	Insp. travaux d'hy- giène, person.	66,400	66,000	»	»	
42	a) Id., frais de route.	50,000	50,000	»	»	
	b) Id., travaux	4,000	4,000	»	»	
43	Id., matériel	10,000	8,000	»	2,000	
44	Encouragements, tra- vaux d'hygiène publie.	3,000,000	»	»	3,000,000	Crédit engagé.
45	Académie royale de médecine	100,000	100,000	»	»	
46	Automobiles	150,000	150,000	»	»	
47	Prophylaxie de la tu- berculose.	7,000,000	»	»	7,000,000	
	CHAPITRE XI.	14,103,970	2,168,210	1,316,760	10,529,000	
	Hygiène sociale de l'enfance.					
48	Mesures de protection à prendre	60,000	»	»	60,000	

ART.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'adminis- tration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi	Dépenses facultatives.	Observations.
49	Exposition et congrès	5,000	»	»	5,000	
50	Assoc. intern. protec- tion de l'enfance . . .	15,000	»	»	15,000	
51	Surveillance des en- fants placés	5,000	»	5,000	»	Loi du 5 septem- bre 1919.
52	Subsides : a) consul- tations de nourrissons, cantines maternelles, gouttes de lait	8,825,000	»	8,825,000	»	Idem.
	b) Colonies pour en- fants débiles	5,100,000	»	5,100,000	»	Idem.
	c) Frais d'administra- tion	675,000	675,000	»	»	
53	Indemnités, jetons de présence	15,000	15,000	»	»	
		14,700,000	690,000	13,930,000	85,000	
	CHAPITRE XII.					
	<i>Dépenses diverses et imprévues.</i>					
54	Subsides pour dra- peaux	1,500	»	»	1,500	
55	Fêtes nationales . . .	106,000	»	106,000	»	L. des 27 mai 1890 et 17 juillet 1911.
56	Rente et pension an- nuelle	2,650	2,650	»	»	Engagement.
57	Tombes des non-com- battants	10,000	»	10,000	»	Loi du 14 juillet 1919.
		120,150	2,650	116,000	4,500	
	<i>Dépenses exceptionnelles.</i>					
	CHAPITRE XIII.					
	<i>Services divers.</i>					
58	Recensement général.	400,000	»	400,000	»	Loi des 2 juin 1856 et 25 mai 1880.
59	Reconnaissance Natio- nale	16,000	16,000	»	»	
60	Monuments commé- moratifs	50,000	»	50,000	»	Loi du 14 juillet 1919, art. 10
61	Société nationale des distributions d'eau . . .	50,000	»	»	50,000	Engagement.
62	Prophylaxie des mala- dies vénériennes . . .	2,800,000	»	»	2,800,000	
63	Institut international de statistique	50,000	50,000	»	»	Engagement.
64	Installations d'essai à Moll (eaux)	500,000	»	»	500,000	
65	Territoires d'Enpen et Malmédy	514,900	514,900	»	»	
		4,380,900	580,900	450,000	3,800,000	

ANNEXE II

TAXES DONT LA PERCEPTION EST AUTORISÉE
PAR LE DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

1. Sur les constructions et reconstructions;
2. Pour l'ouverture des rues frappant les propriétés situées le long des voies publiques créées, élargies, prolongées ou redressées aux frais de la commune;
3. Pour la construction de trottoirs;
4. Pour l'établissement de pavage;
5. Pour la construction des égouts;
6. Par mètre courant de façade des propriétés (ou par mètre carré de superficie de façade des propriétés bâties) riveraines des voies publiques, pavées, entretenues, nettoyées, éclairées, pourvues de l'égout public ou pourvues de l'un de ces services seulement (en résumé, taxes de remboursement pour l'utilisation de l'un ou l'autre service communal se rattachant à la voirie);
7. Droits de quai;
8. Droits de place variant suivant la nature des marchandises ou la position des lieux concédés (terrasses de cafés, etc.);
9. Colportage sur la voie publique;
10. Divertissements publics (superficie des locaux affectés aux divertissements publics ou bien taxes à charge des spectateurs qui assistent aux divertissements publics);
11. Cafés chantants (taxe spéciale);
12. Sur les bals et dancings (taxe spéciale);
13. Sur les serveuses de bars, cafés concerts, cafés chantants, etc. (taxe spéciale);
14. Sur les pianos, harmoniums, orchestrions, phonographes ou autres instruments de musique *exclusivement* utilisés dans les établissements accessibles au public (débits de boissons, salles de spectacles, dancings, etc.);
15. Débits de boissons et de tabacs;
16. Sur l'ouverture de nouveaux débits de boissons;
17. Sur les balcons et les loggias;
18. Sur les portes cochères;
19. Sur les grillages et clôtures situés le long de la voie publique;
20. Sur les chevaux, les ânes, les mulets et les bardots;
21. Sur les pigeonniers;
22. Sur les chiens;
23. Sur les voitures, charrettes et camions;
24. Sur les vélocipèdes;
25. Sur les domestiques et servantes;
26. Sur les transports funèbres;
27. Sur les exhumations;

28. Sur l'inhumation de personnes décédées en dehors du territoire de la commune sans y avoir leur domicile ou résidence habituelle ;

29. Sur les affiches non soumises à l'impôt d'État et réclames portatives et autres ;

30. Centimes additionnels au principal de l'impôt d'État sur le mobilier (maximum 40) ;

31. Centimes additionnels au principal de la contribution personnelle sur les domestiques et chevaux (maximum 100 et à condition qu'il n'existe pas de taxe spéciale) ;

32. Centimes additionnels au principal de la taxe d'État sur les automobiles et autres véhicules à moteur (max. 25) ;

33. Centimes additionnels au principal des impôts cédulaires par application de la loi du 16 juillet 1922 ;

34. Centimes additionnels au principal de l'impôt d'État sur les paris et les enjeux ;

35. Enseignes non soumises à la taxe d'État sur les affiches.

36. *Travaux industrielles* :

Sur le personnel occupé dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles ;

Sur la surface de chauffe des générateurs de vapeur ;

Sur les moteurs non mus par la vapeur ;

Sur les briqueteries et les brasseries ;

De répartition à charge des charbonnages, carrières, etc., au prorata de la matière extraite l'année précédente.

37. Permis de chasse, port d'armes, à condition que le cumul des taxes communales et provinciales ne dépasse pas 20 francs ;

38. Les tenderies aux oiseaux dans les communes où cet impôt existait ayant la promulgation de la loi du 30 juillet 1922 instituant un impôt d'État sur la même base ;

39. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

40. Maisons de logement ;

41. Sur les lits donnés en location.

TAXES NON ADMISES PAR LA JURISPRUDENCE DES DÉPARTEMENTS DE L'INTÉRIEUR ET DES FINANCES

1. Taxe spéciale sur le mobilier ;

2. Pianos et billiards à l'usage des particuliers ;

3. Coffres-forts ;

4. Serres, marquises, verandah ;

5. Bâtisses d'une valeur inférieure à 50,000 francs ;

6. Arbres, vergers et plantations ;

7. Permis de port d'armes dans les provinces où ces permis sont frappés d'un impôt provincial de 20 francs ;

8. Les tenderies aux oiseaux dans les communes où pareil impôt n'existait pas avant le 30 juillet 1922, date de la loi instituant l'impôt d'État sur la même base ;

9. Affiches soumises à l'impôt d'Etat ;
10. Façades des propriétés longeant la voie publique lorsque cet impôt ne représente pas la rémunération d'un service spécial rendu par la commune aux riverains ;
11. Superficie des terrains livrés à la chasse ;
12. Id. livrés à la culture ;
13. Id. affectés à des jardins d'agrément, étangs ;
14. Id. affectés à l'industrie ;
15. Id. bâtis ;
16. Superficie des locaux affectés au commerce ou à l'industrie ;
17. Vitrites et étalages ;
18. Sur les établissements industriels, banquiers, agents de change, sur les commerçants, etc., et autres professions libérales ;
19. Taxes spéciales sur les automobiles ;
20. Id. motocyclettes ;
21. Id. véhicules à moteur ;
22. Garages d'automobiles ;
23. Moulins à vent ;
24. Chasses réservées.
25. Sur prix de vente réalisé des immeubles ;
26. Célibataires ;
27. Places habitables, chambres superflues
28. Sur les habitants ;
29. Sur les maisons fermées ;
30. Sur les sonnettes.

TAXE AU SUJET DESQUELLES LA JURISPRUDENCE N'EST PAS ENCORE FIXÉE

Le bétail.

Les poules.

ANNEXE III.

REVISION DES LISTES ELECTORALES EN 1922. — AJOURNEMENT. CIRCULAIRE A. MM. LES GOUVERNEURS DE PROVINCE.

Bruxelles, le 2 août 1922.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

La loi du 1^{er} août 1922 publiée au *Moniteur* de ce jour, en décidant qu'il ne sera pas procédé, en 1922, à la revision annuelle des listes électorales prescrites par le Code électoral a eu principalement pour but d'épargner aux administrations communales les frais relativement élevés qu'entraîne l'impression ou l'autographie de ces listes.

Il résulte des travaux préparatoires de cette loi que l'ajournement des

opérations de la revision proprement dite, c'est-à-dire l'arrêt provisoire et définitif, les instances devant les collèges des bourgmestre et échevins et les Cours d'appel, n'a été prononcé que parce qu'il a été reconnu que dans l'état actuel de la législation ces formalités ne pouvaient être utilement accomplies que si les tiers disposent d'exemplaires imprimés ou autographiés des listes électorales, tout au moins en ce qui concerne les communes d'une certaine importance.

Seules des listes dont le texte constate définitivement les décisions prises sont de nature à permettre le contrôle de l'action populaire et ce contrôle ne peut s'effectuer pratiquement que si des exemplaires des listes des diverses communes sont mis à la disposition des organismes qui s'occupent de la revision.

Mais de ce que, par suite de la suppression des formalités de la revision, les collèges des bourgmestre et échevins sont mis dans l'impossibilité de prendre des décisions régulières modifiant les listes en vigueur, il ne résulte pas que les administrations communales puissent négliger le travail important de la tenue à jour des éléments qui serviront ultérieurement à dresser les prochaines listes électorales.

Il est, en effet, à éviter que, à défaut d'un travail régulier et relativement minime, les services communaux ne se trouvent devant une tâche considérable qu'il leur serait difficile de remplir dans les délais prévus. Il va de soi que les listes entrées en vigueur le 1^{er} octobre 1921 ne peuvent pas être modifiées, car ce sont elles qui serviront de base à la prochaine revision et, en vertu de l'article 53 du Code électoral, il ne peut être procédé à des radiations et à des inscriptions d'électeurs que lors des revisions régulières des listes.

Le travail que les administrations communales devront effectuer sera donc un travail préparatoire destiné à faciliter la formation des premières listes provisoires. Ce travail ne sera pas exécuté évidemment de la même façon dans toutes les communes. Dans les localités dont les listes comprennent un petit nombre d'électeurs ou dans lesquelles le mouvement de la population est peu important, on pourra se borner à indiquer sur un exemplaire de la liste électorale les modifications qui surviennent. Dans les autres, il sera utilement fait usage de fiches ; si la liste principale est formée au moyens de feuilles séparées, il suffira de les tenir au courant, s'il en est autrement, deux séries de fiches devront être faites qui comprendront, l'une des fiches portant le nom des électeurs à inscrire avec les énonciations requises, l'autre le nom des électeurs à rayer.

Il appartient à chaque organisation communale d'organiser ce travail de tenue à jour de ses listes électorales en adoptant la méthode qui s'adapte le mieux au mode en usage pour la préparation des listes ordinaires.

Il s'agit, en réalité, d'assurer la transcription soit sur les fiches formant la liste, soit sur des fiches spéciales classées comme le sont les électeurs inscrits, de toutes les indications fournies au service chargé de la tenue des registres de population. Devront de même être indiquées toutes les modifications intéressant les habitants anciens ou nouveaux de la commune qui

auraient pour effet de justifier la radiation d'électeurs inscrits, l'inscription ultérieure d'électeurs nouveaux ou des changements dans les énonciations de la liste.

Afin de faciliter l'exercice de l'action populaire et, en même temps, de permettre aux administrations communales d'utiliser les indications que les intéressés ou les tiers pourraient fournir pour compléter ou rectifier les renseignements qu'elles possèdent, il convient que, par voie administrative, des mesures soient prises pour suppléer aux formalités destinées à assurer le contrôle des listes et qui ne seront pas accomplies cette année.

Les administrations communales pourront utilement à cette fin publier un avis invitant les intéressés et les tiers à se mettre en rapport, pendant une période déterminée, avec le service compétent, en vue de permettre à ceux qui s'occupent de la revision des listes de s'assurer si des erreurs ou des omissions ne se sont pas produites et, le cas échéant, de présenter leurs observations

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Paul BERRYER.

ANNEXES IV.

Cas d'affections véné

I. — Relevé

MOIS.	Nombre des organismes (2)	Nombre d'inscriptions nouvelles.							
		Syphilis.			Blennorrhagie.			Chan	
		II.	F.	E. (1)	II.	F.	E. (1)	II.	F.
Janvier	318	987	628	47	429	163	3	41	9
Février	318	915	639	47	425	196	5	34	11
Mars	318	939	686	48	454	163	7	35	7
Avril	318	983	722	67	409	164	5	39	8
Mai	318	835	555	52	369	133	3	28	4
Juin	318	707	565	53	382	146	2	16	7
Juillet	318	863	548	51	454	119	3	22	2
Août	318	592	428	36	422	99	2	9	1
Septembre	318	637	441	22	382	95	3	17	3
Octobre	318	643	409	23	325	110	7	10	9
Novembre	318	546	374	25	298	124	12	9	»
Décembre	318	541	364	20	341	111	7	4	12
Total		9,188	6,359	491	4,690	1,623	59	264	73

II. — Relevé par genre

ORGANISMES DÉSIGNATION.	Nombre des organismes (2)	Nombre d'inscriptions nouvelles.							
		Syphilis.			Blennorrhagie.			Chan	
		II.	F.	E. (1)	II.	F.	E. (1)	II.	F.
Dispensaires	10	4,018	532	56	130	31	1	40	2
Polycliniques	17	1,253	806	29	1,099	244	4	22	12
Consultations hospitalières	32	1,215	965	145	1,092	409	34	86	16
Cliniques universitaires	6	296	227	13	393	103	6	12	4
Consultations privées	239	3,073	1,969	154	1,831	731	14	129	38
Médecins non agréés	»	2,097	1,445	87	»	»	»	»	»
Divers	11	236	415	7	145	105	»	5	1
Total		9,188	6,359	491	4,690	1,623	59	264	73

(1) Enfants âgés de moins de 15 ans.

(2) Nombre d'organismes agréés au 27 juillet 1921.

riennes traités en 1921.

par mois.

		Nombre total des consultations.								
Chancelle.		Syphilis.			Blennorrhagie.			Chancelle.		
	E (1)	H.	F.	E.	H.	F.	E.	H.	F.	E. (1)
»		15,780	9,388	363	7,612	2,129	19	202	38	»
»		16,291	9,743	327	7,764	2,115	22	218	84	»
»		17,784	10,838	355	8,409	2,013	44	308	70	»
»		17,452	10,677	413	7,821	1,778	37	247	84	1
»		16,270	9,749	454	7,145	1,774	37	220	40	»
»		16,222	10,251	524	7,671	2,221	57	244	93	»
1		17,102	10,853	491	10,643	1,914	41	179	28	2
»		15,601	9,725	385	10,634	1,400	32	87	3	»
»		15,126	9,506	352	10,161	1,514	20	95	14	»
»		17,081	10,410	409	10,835	1,620	65	70	»	»
1		14,982	9,207	410	9,338	1,506	70	49	»	3
»		15,011	9,204	334	9,535	1,479	69	40	38	»
2		194,702	119,551	4,817	107,268	21,463	522	1,956	492	6

d'organismes traitants.

		Nombre total des consultations.								
relle.	Syphilis.			Blennorrhagie.			Chancrelle.			
	E. (1)	II.	F.	[E. (1)]	II.	F.	E. (1)	II.	F.	E. (1)
»		23,758	12,887	788	1,537	371	9	36	2	»
»		30,383	18,955	372	35,495	3,871	81	253	14	»
1		22,075	17,782	876	22,592	4,721	174	367	36	3
»		8,646	6,241	166	18,470	762	20	207	28	»
4		78,073	43,099	1,863	34,227	9,151	237	1,075	394	3
»		26,125	15,841	729	»	»	»	»	»	»
»		5,642	4,746	23	4,947	2,587	1	18	18	»
2		194,702	119,551	4,817	107,268	21,463	522	1,956	492	6

OEUVRE NATIONALE DE L'ENFANCE.

Prévisions budgétaires : frais généraux.

Administration centrale :			
Appointements, indemnités			215,000
Fournitures de bureau, imprimés, etc.		47,000	
Abon ^t au téléphone, télégrammes et timbres		6,000	
Eau, chauffage et éclairage		12,500	
Entretien des locaux		6,000	
Amortissements des immeubles		6,100	
— du mobilier et du matériel		7,600	
Réparations du mobilier et du matériel		5,000	
Assurances		350	
Frais généraux du Service des transferts d'enfants		1,600	
— médicaux — — — — —		10,000	
-- d'examens d'infirmières		3,350	
			103,500
Travaux extraordinaires et déplacements spéciaux		13,000	
Bibliothèque et documentation		5,000	
Déficits des revues française et flamande		30,000	
Service d'inspection : appointements et indemnités et frais de voyages			146,000
Participation de l'Œuvre à la Caisse de pension du personnel			38,000
Comités provinciaux :			
Réunions des membres des Comités		5,000	
— des Comités médicaux		2,500	
			7,500
	Appointements et indemnités.	Frais généraux.	
Agglomération bruxelloise	17,000	3,000	
Anvers	22,000	6,000	
Brabant	21,000	3,500	
Flandre Occidentale.	23,000	7,000	
Flandre Orientale	20,000	5,000	
Hainaut	18,000	5,000	
Liège	34,000	6,000	
Limbourg	8,000	2,000	
Luxembourg	13,000	2,000	
Namur	13,000	4,000	
	189,000	43,500	232,500
	Total.	fr.	794,500

Le 8 janvier 1923.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JANUARI 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De begrooting werd, in de vergaderingen gehouden door de Afdeelingen om ze te behandelen, aangenomen :

1 ^{ste} Afdeeling :	met	9	stemmen	tegen	8.
2 ^e	—	—	11	—	— 5.
3 ^e	—	—	10	—	— 7.
4 ^e	—	—	11	—	— 8.
5 ^e	—	—	12	—	— 9.
6 ^e	—	—	13	—	— 5.

Hierna zijn uitrengezet de aanmerkingen, waartoe de aangevraagde credieten aanleiding hebben gegeven hetzij in de afdeelingen, hetzij in de Commissie, alsmede die, welke omtrent het beleid van de Regeering in 't midden werden gebracht.

(1) Begrooting, n^o 4. VI.

(2) Samenstelling der *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bijzondere Commissie voor Binnenlandsche Zaken, Onderwijs, Wetenschappen en Kunsten* : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Boone, Cocq. Destrée, Doms, Flagey, Collier, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts en Souplit;

b) Zes leden benoemd door de *Afdeelingen* : de heeren de Gérardon, de Burlet, Winandy, Cocq. Pussemier en Verachtert,

Ook ditmaal heeft uwe Commissie de uitgaven ingedeeld, zooals dit werd gedaan door de Commissiën die de Begrooting van Binnenlandsche Zaken sedert den wapenstilstand hebben onderzocht; door kennis te nemen van de bijlage I, zal de Kamer zich rekenschap kunnen geven van het bedrag der uitgaven opgelegd door de ingevoerde wetten en van dat der niet verplichte uitgaven.

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbestuur.

JAARWEDDE VAN HET PERSONEEL.

Door leden werd in de Afdeelingen en in de Commissie er op gewezen :

1^o Dat het verschil tusschen het maximum en het minimum der wedden toegekend aan de lagere beambten bedraagt 40 tot 28 t. h., terwijl dit verschil in 't geheel niet zoo groot is voor de hoogere ambtenaren ;

2^o Dat de bevordering van de ambtenaren sneller zou moeten geschieden zoodat zij hunne maximum-wedde spoediger kunnen bereiken dan thans het geval is.

De leden, die deze aanmerkingen in 't midden brachten, verklaarden tevens dat hunne bezwaren, bij het onderzoek der begrooting van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, eveneens goldten voor de wedderegeling van kracht in de overige ministeriën.

Uwe Commissie meent niet dat die aanmerkingen kunnen onderzocht worden bij de behandeling van de huidige begrooting; de daardoor te berde gebrachte vraagstukken zijn van algemeenen aard; mocht men ze willen oplossen zonder op algemeene regelen te steunen, dan zou men gevaar loopen tot willekeurige en onrechtvaardige besluiten te komen, vooral wat betreft het in dienst zijnde personeel ;

Indien men een debat over die zaak noodig acht, dan kan men het slechts voeren bij eene algemeene behandeling van de begrooting of van een wetsontwerp tot regeling van het statuut der ambtenaren.

HOOFDSTUK III.

Algemeene Statistiek.

EENMAKING VAN DE VERSCHIEDENE DIENSTEN VOOR STATISTIEK.

Evenals verleden jaar, werd door leden in de Afdeelingen en in de Commissie gevraagd dat een centraalbureau voor Statistiek zou ingericht worden.

Uwe Bijzondere Commissie meent dat zij niet behoeft te bewijzen, zooals zij dit deed in het verslag dat u over de begrooting voor het dienstjaar 1922 werd voorgelegd, hoe noodig het is, een enig bureau in te richten. Ook in dit opzicht betreft het debat bij het onderzoek van die zaak niet uitsluitend het Ministerie van Binnenlandsche Zaken; het betreft al de Ministeriën; men zal daartoe alléén dan kunnen overgaan wanneer men de besluitschriften van de Staatscommissie,

die onderzoekt welke hervormingen in onze bestuursregeling kunnen gebracht worden, in behandeling zal kunnen nemen. Het dient nochtans te worden gezegd dat deze Commissie zich reeds heeft uitgesproken voor het vereenigen van de afzonderlijke diensten, die in de onderscheidene Ministeriën bestaan.

Verhoogen van de credieten uitgetrokken op de begrooting voor 1923.

Door onderstaande tabel kan men die credieten vergelijken met die toegestaan voor 1922.

	1922	1923
	—	—
1. Zitpenningen voor de leden van de Centrale Commissie voor Statistiek	6,000	6,200
2. Vergoeding voor het lid-secretaris	5,000	6,000
3. Vergoeding voor den toegevoegden secretaris	1,550	1,550
4. Wedde van den toegevoegden bibliothecaris	6,900	6,900
5. Wedde van den beambte der bibliotheek	6,200	6,300
6. Verhooging volgens het reglement	100	—
7. Verblijfsvergoeding voor den toegevoegden bibliothecaris en den beambte der bibliotheek	1,200	960

Verbetering van den tekst van het artikel.

In littera B van artikel 2 van het begrootingsontwerp komt eene drukfout voor.

Men dient te lezen : « Comité consultatif de contentieux administratif et d'administration générale » ; de Vlaamsche tekst moet dus luiden : « Kosten van het Raadgevend Comité voor geschillen van bestuur en voor algemeen bestuur ».

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Benoeming van de Gouverneurs en van de Arrondissementscommissarissen.

In de Afdeelingen werd door leden er aan herinnerd, dat de gouverneur van Henegouw tot de katholieke partij behoort, terwijl de meerderheid van den provincialen raad en van de bestendige deputatie uit socialisten bestaat ; zij voegden er bij, dat de benoeming van de arrondissementscommissarissen meestal op grond van politieke overwegingen geschiedt.

Door leden van uwe Bijzondere Commissie werd op deze beschouwingen aangedrongen ; sommigen beweerden dat meest al de advocaten-raadgevers bij de ministeriën openlijk bekend staan als leden van de katholieke partij.

De volgende wensch werd aan uwe Commissie ter stemming voorgelegd :

« De Commissie, vaststellende dat er onder de negen gouverneurs slechts » twee liberalen voorkomen en er geen tot de socialistische partij behoort, » drukt den wensch uit, dat de linkerpartijen beter zouden vertegenwoor- » digd worden aan het hoofd der provinciën. De Commissie brengt den- » zelfden wensch uit, wat betreft de arrondissementscommissarissen. »

De indiener van den wensch, gesteund door andere leden, deed opmerken dat de politiek, door de Regeering toegepast, eene machtige partij buiten het kader van 's lands hooger bestuur sloot; dat bijgevolg de denkbeelden en de strekkingen dier partij willekeurig beoordeeld en bestred en werden door bestuursinstellingen, namelijk door bestendige deputatiën, in welker schoot die partij niet vertegenwoordigd was; dat bedoelde partij voldoende bewijzen van Regeeringsbekwaamheid had gegeven om niet langer buitengesloten te worden.

Andere leden der Commissie bestreden den voorgelegden wensch en maakten voorbehoudingen omtrent de aangehaalde feiten; tevens brachten zij in herinnering dat een gouverneur, behoorende tot de liberale partij, eene katholieke bestendige deputatie voorzit; zij beweerden dat men onmogelijk bewijzen kon dat de arrondissementscommissarissen hoofdzakelijk politieke agenten zouden zijn; zij drongen aan op het feit, dat, in onze bestuursinrichting, de waarborg tegen de misbruiken, die kunnen ontstaan uit het recht, aan de provinciale en gemeenteraden toegekend om te beslissen over zaken van provinciaal en gemeentelijk belang, slechts kan verzekerd worden door het recht, voor de Regeering, haren vertegenwoordiger in die raden te kiezen; zoo zal zij er zeker van zijn, dat die instellingen niet buiten hare bevoegdheden gaan en geen beslissingen nemen, welke met de wetten in strijd zijn of het algemeen belang krenken.

De voorgelegde wensch werd verworpen met 6 tegen 5 stemmen.

Bevoegdheden van de Arrondissementscommissarissen.

De afschaffing van de arrondissementscommissarissen werd niet uitdrukkelijk voorgesteld.

Indien de arrondissementscommissarissen hoofdzakelijk aangesteld zijn om de stukken over te maken en toezicht uit te oefenen, dan zijn zij in beginsel de ondergeschikten van den gouverneur der provincie; de gevallen, waarin die ambtenaren als gezag optreden, zijn niet zeldzaam; het volstaat te wijzen op de bevoegdheden die hun opgedragen zijn in zake verkiezingen, militie, jacht, politie, krankzinnigen, gezondheidspolitie, buurtwegen. Het afschaffen van de arrondissementscommissariaten zou bijgevolg aanleiding geven tot het inrichten van nieuwe kantoren om ze te vervangen.

Feitelijk zou men door het afschaffen van den ambtenaar geen uitgave sparen. Dat vergeet men al te dikwijls.

Meest al de leden van uwe Commissie waren zelfs van meening, dat het behoud van de arrondissementscommissarissen, vooral als plaatselijke ambtenaren belast met het inwinnen van inlichtingen en het uitbrengen van goede adviezen, onvermijdelijk is. Geheel onze wetgeving legt voortdurend meer en lastigere werkzaamheden aan de plaatselijke overheden op; deze, vooral die der kleine gemeenten, moeten een raadgever hebben, die haar bezoekt en haar bijstaat in de moeilijkheden welke zich voordoen; nu, dat is wel de zending waarmee de arrondissementscommissarissen zijn belast.

Dezelfde leden voegden er echter dadelijk bij, dat het optreden van

den commissaris als tusschenagent tusschen het plaatselijk bestuur en de hogere besturen zou kunnen vereenvoudigd worden. Thans wordt al de briefwisseling, door de plaatselijke overheid der niet vrijgestelde gemeenten gericht tot den Gouverneur der provincie of tot de Bestendige Deputatie, vooreerst gezonden aan den commissaris, die bijna altijd er zich bij bepaalt, ze eenvoudig over te maken aan de hogere overheid. Mocht men eene gemeene uitdrukking gebruiken, dan zou men kunnen schrijven dat het commissariaat al te dikwijls eene eenvoudige brievenbus is. Uwe Commissie vraagt dat de brievenbus afgeschaft worde. De beslissingen van de gemeenteraden die, bij voorbeeld, aan de Bestendige Deputatie moeten voorgelegd worden hetzij tot advies, hetzij tot goedkeuring, zouden rechtstreeks aan den Gouverneur moeten gezonden worden; de Deputatie zou dan steeds bevoegd zijn om door den commissaris te doen overgaan tot elk onderzoek dat zij nuttig acht. De rechtstreeksche briefwisseling zou nog in andere gevallen kunnen toegelaten worden. Uwe Commissie verzoekt de Regeering te willen nagaan hoe de hervorming, welke zij voorstaat, zou kunnen tot stand gebracht worden. Zij verzoekt zelfs de Regeering hare inzichten mede te deelen bij de behandeling der begrooting in zooverre zulks zal mogelijk zijn; in alle opzichten ware het inderdaad nuttig, aan den commissaris meer vrijen tijd te verzekeren tot het nagaan van de registers van den burgerlijken stand, tot het opnemen van de openbare kassen, tot het bezoeken van de gemeentegestichten, alsmede tot het onderzoeken van de maatregelen genomen om de toepassing der wetten en reglementen te verzekeren.

Geschillen van bestuur.

Een lid deed aanmerken dat de Minister van Binnenlandsche Zaken te veel vrijheid heeft, dat hij zonder bepaalden regel beslist, zooals, bij voorbeeld, wanneer er sprake was van de afstelling der Antwerpsche gemeenteambtenaren; anderzijds werd door andere leden gevraagd, dat het verslag de aandacht van de Regeering hierop zou vestigen: dat het spoedeischend is, een eind te maken aan het onderzoek van de inrichting der rechtsmachten voor geschillen van bestuur en het wetsontwerp tot regeling van die zaak aan het Parlement voor te leggen.

Gemeentefinanciën.

Talrijke-aanmerkingen werden in 't midden gebracht; zij bedoelen:

1^o Het bedrag van de schulden, door de gemeenten aangegaan gedurende den oorlog en sedert den wapenstilstand;

2^o De beperkingen van het belastingsrecht der gemeenten;

3^o De vertraging bij het goedkeuren van de belastingen, door de gemeenteraden aangenomen in den loop van het dienstjaar 1922.

1. **SCHULDEN.** — Uw verslaggever meent niet, dat het vooralsnog mogelijk is het beloop vast te stellen van de schuld die door den oorlog aan de gemeenten werd opgelegd en die te haren laste zou blijven.

De door hem aan onderscheidene bronnen ingewonnen inlichtingen laten hem toe enkele belanghebbende maar toch onvolledige cijfers te geven :

108 gemeenten van het land, met eene bevolking van 10,000 inwoners en meer, zouden, om hunne uitgaven te dekken, van 4 Augustus 1914 tot 31 December 1920, eene som van 1,961,837,902 frank hebben moeten ontleenen.

Van deze schuld, heeft de Regeering 618,850,189 frank te haren laste genomen; en deze gemeenten hadden, wegens oorlogsschade ten gevolge van opeischingen, geldboeten, enz., aanspraak op 518,512,474 frank.

De Staatsbegrooting bevat een crediet van 275.000.000 frank om aan den Staat toe te laten te zijnen laste te nemen de uitgaven welke de gemeenten, in 1919 en in 1920, op zich hebben genomen om de voeding der bevolking en de verstrekking van onderstand te verzekeren.

Aannemende dat de $\frac{3}{4}$ van het crediet der 275 miljoen zal vereffend worden ten bate der gemeenten van 10.000 inwoners en meer, zou men daaruit moeten afleiden, dat deze gemeenten zullen belast blijven met eene schuld van 388,255,259 frank; doch daar het noodig is hier te herhalen dat de leening insgelijks een aanzienlijk deel van de gewone uitgaven der dienstjaren 1921 en 1922 heeft gedekt, moet men besluiten dat de schuld ruimschoots de 600 miljoen zal te boven gaan.

Uw verslaggever is zoo vrij u te doen opmerken, dat men echter den toestand niet al te zwart moet inzien, daar nog zeer aanzienlijke bedragen aan de gemeenten te goed komen uit hoofde van hun aandeel in de opbrengst der Staatsbelastingen behorende tot de dienstjaren 1921 en 1922.

Kortom, alleen de toestand van het kleinste getal gemeenten is nauwkeurig gekend.

Uw verslaggever is van gevoelen, dat de eindmaatregelen te nemen in zake de oorlogsschulden, slechts in behandeling kunnen komen den dag waarop de Regeering een volledige lijst zal bekend maken aangevende per gemeente het cijfer der schuld, het beloop der aangevraagde oorlogsschadeloosstelling, het cijfer van de door den Staat overgenomen schuld, het beloop van het aandeel in de opbrengst des Staatsbelastingen en ieders aandeel in het fonds der gemeenten.

Deze tabel kan cerlang worden opgemaakt; uwe Commissie dringt daartoe aan.

Eindelijk, uit uwe Commissie den wensch, dat de Minister van Binnenlandsche Zaken zou tusschenbeide komen bij het Departement van Economische Zaken, opdat de aanvragen der gemeenten om oorlogsschadeloosstelling te bekomen met meer naarstigheid onderzocht worden.

Beperkingen van het belastingrecht der gemeenten.

De leden van de afdeelingen en van de Commissie drukten de meening uit, dat de geldmiddelen, waarover de gemeenten beschikken (aandeel in de opbrengst der belastingen; aandeel in het Fonds der Gemeenten; opentiemen voorzien bij de wet van 16 Juli 1922; plaatselijke belastingen), ontloe-

reikend zijn; zij beweerden echter vooral dat de verklaring, door de Regeering gegeven van den tekst der belastingwetten of aan den tekst der wet van 16 Juli 1922, niet toeliet zekere vormen van den rijkdom te belasten.

Het hier te berdege ebracht vraagstuk — het dient ternauwernood te worden gezegd — is hoogst ingewikkeld en kiesch.

Uwe Commissie meent dat het voorbarig zijn zou, het in zijn geheel aan te vatten in 1923; de overname, door den Staat, van het aandeel der oorlogsschulden waarvan hij den last overneemt, is niet voltrokken; het aandeel der gemeenten in de opbrengst der belastingen in 1921 en 1922 is niet vastgesteld; het aandeel, dat nog aan de gemeenten toekomt in de vereffening van het gemeentefonds of haar in de toekomst zal uitgekeerd worden uit het fonds der gemeenten, is nog niet voorgoed gekend door de plaatselijke overheden; de opbrengst van de inkomstenbelasting heeft haar maximum niet bereikt; kortom, wij beleven op dat gebied nog een overgangstijdvak; het bedrag van het verschil tusschen de ontvangsten, die normale uitgaven kunnen geheeten worden, en de uitgaven over 't algemeen is niet nauwkeurig gekend. Daartoe zal men ongetwijfeld ten minste tot het einde van 1923 moeten wachten.

Uit bovenstaande beschouwingen zou men niet moeten afleiden, dat uwe Commissie van meening is dat de Regeering niet een te streng gebruik heeft gemaakt van haar recht om hare goedkeuring aan belastingen te onthouden.

In dit opzicht komt het voor, dat de beschikkingen van den ministerieelen omzendbrief d. d. 8 September 1922, betrefende de toepassing der wet van 16 Juli 1922, beperkenderwijze toegepast worden; tot nu toe kan men meenen dat de hoogere overheden geen gevallen hebben aangenomen, waarin de evenredige gelijkheid, die in beginsel moet bestaan tusschen de verscheidene, krachtens die wet geheven opcentiemen, kan verbroken worden. Zóó komt het voor, dat er geen bezwaren kunnen aangevoerd worden tegen de beslissing van een gemeenteraad, waarvan de leden, behoorende tot al de politieke partijen, eenstemmig de verhooging der bestaande belasting op het verwarmingsoppervlakte, alsmede het invoeren van eene belasting op den werkgever, berekend naar het getal arbeidende werklieden, aannemen, doch waarvan alleen de betrekkelijke meerderheid van de meest invloedrijke groep stemt voor een deel van de belasting, te heffen van de jaarwedden, enz.

Waarom ook nog elke belasting op de motorrijtuigen afwijzen? De belasting, door den Staat geheven, wordt uitsluitend naar de beweegkracht van het voertuig berekend. Hare waarde wordt niet in aanmerking genomen. Nu, die waarde hangt hoegenaamd niet af van de kracht van den motor. Waarom laat men eene belasting niet toe, welke hoofdzakelijk op de waarde is gegrond; vooral wanneer tot de heffing daarvan werd beslist, omdat eene belasting op de rijwielen was gelegd?

Waarom keurt men elke belasting op de pianos, op het vee, op de bebouwbare landen niet goed, wanneer eene belasting op de paarden wordt toegelaten?

Bij het onderzoek waartoe overgegaan wordt naar aanleiding van het invoeren van belastingen, laat de hoogere overheid meesttijds eene weigering van goedkeuring voorzien, welke weigering is gegrond op den tekst der van kracht zijnde wetsbepalingen.

Eene begrootingsbehandeling is in beginsel niet geschikt om den tekst van organieke wetten te herzien.

Uwe Commissie meent dus er zich te moeten bij bepalen, de Regeering te verzoeken, voor de dienstjaren 1922 en 1923, den tekst der bestaande wetten in een ruimen zin toe te passen.

Zoowel om de zaak toe te lichten als om de gemeenten voor te lichten, neemt uwe Commissie, als bijlage van dit verslag, eene lijst op van de belastingen, die tot nu toe goedgekeurd werden, en van die, welke verworpen werden.

Vertraging bij het goedkeuren van de belastingen.

Uit de inlichtingen, door uwen verslaggever ingewonnen, blijkt dat het Departement van Binnenlandsche Zaken tot nu toe meer dan 500 beraadslagingen heeft goedgekeurd, waarbij opcentiemen op de cedulaire belastingen werden gelegd.

Het getal beraadslagingen, waarbij bijzondere belastingen werden ingevoerd en die nog niet goedgekeurd zijn, blijft onbekend.

De Regeering deelt mede dat tal van die beraadslagingen aan de plaatselijke overheden moesten teruggezonden worden om in overeenstemming te worden gebracht met de voorschriften der wet of met de rechtspraak.

Het argument heeft slechts eene betrekkelijke waarde.

Vooreerst zijn er belastingen, namelijk de velobelasting en de marktbelasting, waarvan de aanneming bijna nooit tot bestwisting kan aanleiding geven. Nu, talrijke belastingen van dien aard, aangenomen in 1922, zijn tot nu toe niet goedgekeurd; uwe Commissie ziet de reden daarvan niet in.

Het argument heeft eene zekere waarde wanneer het geldt, bij voorbeeld, belastingen op de kinema's, op de vertooningen.

Ongetwijfeld kan de Regeering het bedrag eener gemeentebelasting niet onrechtstreeks vaststellen door in haar goedkeuringsbesluit een heffingsbedrag te bepalen lager dan dit aangenomen door de plaatselijke overheid.

Doch uwe Commissie, overwegende dat de hierboven bedoelde belastingen werden ingevoerd om de begrootingen voor 1922 sluitend te maken; dat de ontvangst, door de gemeente verwacht, voorgoed is ontvallen wegens de niet-goedkeuring daarvan; dat de last der begroting voor 1923 zal bezwaard worden met geheel het tekort dat het gevolg daarvan zal zijn voor de begroting 1922, is van oordeel:

1° Dat al de belastingen, die tot nu toe geregeld toegelaten werden, zouden moeten spoediger goedgekeurd worden dan dit tot nu toe geschiedde;

2° Dat de Regeering de noodige maatregelen zou moeten treffen om, in 1923, machtiging te kunnen verleenen tot lagere heffingen dan die aangenomen door de plaatselijke overheden, en wel zonder ze aan deze terug te zenden;

3° Dat de Regeering zou moeten nagaan welke maatregelen dienen te worden genomen, opdat eene beslissing van den gemeenteraad, strekkende tot het heffen van opcentiemen op de hoofdsom van 's Rijks belastingen, alleen door de bestendige deputatie zou dienen te worden goedgekeurd, vermits de grenzen dier heffing door de wet zijn bepaald;

4^o Dat het nuttig zou zijn, de Commissie, die het voorontwerp van wet tot oprichting van het Fonds der Gemeenten heeft opgemaakt, bijeen te roepen tot het opmaken van eene tabel-type der toegelaten gemeentebelastingen.

Credieten in het hoofdstuk uitgetrokken.

Geene aanmerkingen werden in 't midden gebracht.

HOOFDSTUK V.

KIESZAKEN.

Na de bekendmaking, in het *Staatsblad*, der wet van 1 Augustus 1922, waarbij voor 1922 werd afgeweken van de artikelen 53 en volgende van het Kieswetboek, zond de Regeering aan de Gouverneurs der provinciën den als bijlage van dit verslag opgenomen omzendbrief, waarin zijn opgesomd de maatregelen, door de gemeentebesturen te nemen om de gegevens, die moeten dienen tot het opmaken van de eerstvolgende kiezerslijsten na 1922, bij te houden.

Ongetwijfeld is het niet vermetel te beweren dat het opgelegde werk werd uitgevoerd.

Door leden uwer Commissie werd gevraagd of er maatregelen dienden te worden genomen voor 1923.

De Regeering gaf niet te kennen, of zij een ontwerp tot herziening van het kieswetboek binnen kort indienen zou.

Uw verslaggever is van meening, dat men in 1923 zou kunnen handelen zooals in 1922 gehandeld werd. Twee gevallen kunnen zich inderdaad voordoen : ofwel houden de Kamers zitting tot het normaal vervallen van hun mandaat, dus in 1923, en in dit geval volstaat het, dat de herziening van het kieswetboek vóór Juni 1924 voltrokken zij, ofwel is er ontbinding en, in dit geval, zal men altijd de aanzienlijke kosten van eene jaarlijksche bekendmaking der kiezerslijsten aan de gemeenten moeten opleggen, vermits, volgens artikel 71 der Grondwet, het besluit tot ontbinding de kiezers binnen de veertig dagen bijeenroept. Immers, het opmaken van eene nieuwe kiezerslijst is onmogelijk, indien men wil dat zij worde opgemaakt met al de onontbeerlijke waarborgen.

De credieten van het hoofdstuk werden tot het onontbeerlijk minimum verminderd.

HOOFDSTUK X.

IJZEREN KRUIS.

Eenige leden vroegen of het behoud van het gevraagde crediet te billijken was.

Anderen, rekening houdend met de verklarende nota door de Regeering aan het begrootingsontwerp toegevoegd, vroegen de reden van de opheffing van het crediet dat door de Kamer opnieuw werd toegestaan ten gunste van de afstammelingen der strijders van 1830.

Er werd aan uw verslaggever medegedeeld :

1^o dat 8 weduwen van oudstrijders, in 1922, elk een hulpgeld hebben getrokken van 400 frank, dus 3,200 frank;

2^o dat 39 behoeftige afstammelingen, altijd in 1922, elk 400 frank hebben getrokken, dus 15,600 frank;

3^o dat een uitzonderlijke onderstand van 100 frank verleend werd aan een zeker getal afstammelingen die erg in nood verkeerden, hetzij 5,200 frank in het geheel.

4^o Dat de leeftijd van de ondersteunden gewoonlijk de volgende is : 1 geboren in 1836, wonende te Parijs ; 8, in 1838 ; 4, in 1839 ; 3, in 1860 ; 4, in 1861 ; 4, in 1862 ; 2, in 1863 ; 4, in 1864 ; 3, in 1865 ; 1, in 1866 ; 1, in 1869 ; 1, in 1870 ; 1, in 1873 ; 1, in 1874 ; 1, in 1881 ;

5^o Dat de hulp gelden enkel verleend worden na ernstig onderzoek door het Hoogere Comité van Toezicht, aan de behoeftige weduwen en afstammelingen in rechtstreeksche linie van het eerste geslacht der gedekoreerden met het Yzeren Kruis, der gewonden van September, der gedekoreerden met het Herinneringskruis van 1830 en der oudstrijders van 1830 ;

6^o Dat de onderstand verleend aan de afstammelingen wordt opgeheven, wanneer zij vijf en zestigjaar oud worden, vermits zij dan het ouderdomspensioen kunnen trekken.

Met inachtneming van deze schikkingen, stelt uwe Bijzondere Commissie u voor, dit gedeelte van het crediet, door de Regeering opgeheven, te herstellen.

Zij stelt u bovendien voor, ons de reeks van de behoeftigen die onderstand kunnen bekomen juist op te geven, den tekst van het artikel juister te bepalen door te zeggen :

« Onderstand aan de behoeftige weduwen en afstammelingen in rechtstreeksche linie van het eerste geslacht van gedekoreerden met het IJzeren Kruis, van gewonden van September, van gedekoreerden met het Herinneringskruis van 1830 en van strijders van 1830 die werden ondersteund in 1922. fr. 24,000 ».

HOOFDSTUK X.

BEHEER VAN DE VOLKSGEZONDHEID.

De onderscheidene credieten in dit hoofdstuk voorzien werden weinig betwist ; de inrichting van den gezondheidsdienst werd inderdaad in den breede besproken in den loop van het onderzoek der begrootingen die elkander opvolgden sedert den wapenstilstand ; al wat de dienst gedaan heeft, werd nauwkeurig uiteengezet bij het bedrag der verschillende credieten, die van dichtbij werden onderzocht.

De enkele opmerkingen die nochtans werden in 't midden gebracht verdienen een oogenblik de aandacht.

Artsenijkundige Dienst.

Een lid heeft gevraagd, dat de apothekers zouden verplicht zijn, zooals dat in Italië gebeurt, op al de afgeleverde geneesmiddelen aan het publiek

geleverd de samenstelling van de medecijn te schrijven, om aldus spijtige vergissingen, die meer voorkomen dan men denkt, te vermijden.

De Commissie onderwerpt deze opmerking aan het onderzoek der bevoegde diensten.

Tuberculose.

Steunend op de beschouwingen uiteengezet in het verslag, neergelegd namens de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, over de begroting van 1922 en op feitelijke omstandigheden, heeft de Regeering geoordeeld, de credieten ten voordeele van den strijd tegen de tuberculose te kunnen verminderen met 1,700,000 frank en het bedrag er van op 7 miljoen te bepalen.

Komen er geene onvoorziene kosten, dan zal dit bedrag wel toereikend zijn, en het verstandig gebruik van de credieten en van de toelage verleend aan de werken tot bestrijding van de tuberculose, zullen toelaten in alle billijke vereischten te voorzien, zonder dat deze bestrijding ook maar de minste verslapping onderga.

Zoo het Sanatorium van Marquain-lez-Tournai, dat in orde wordt gebracht, nog niet openstaat voor de zieken, is het getal bedden voor lijders aan longtering en aan heekkundige tuberculose merkelyk vermeerderd in het Sanatorium dat de Regeering heeft opgericht bij het Sint-Idesbaldushospitaal te Houthem-bij-Veurne; dit getal, dat slechts 68 was in 1921, is nu 163; op dit oogenblik (30 November) worden er 84 patiënten aan longtuberculose en 27 aan heekkundige tuberculose behandeld.

Eene toelage van 350,000 frank werd onlangs toegestaan aan de provincie Oost-Vlaanderen voor het oprichten van eene sanatorium voor longteringlijders te Ronse.

Andere gelijkaardige aanvragen van provinciële besturen en van private inrichtingen worden op dit oogenblik onderzocht.

Belangrijkheid van de bestrijding der geslachtsziekten in België.

In beginsel zou dit deel van het verslag moeten voorkomen onder hoofdstuk XIII. Het wordt hier opgenomen om het overzicht van de maatregelen ten behoeve van de volksgezondheid niet te splitsen.

De hierbijgevoegde statistische tabellen toonen aan, voor het jaar 1921, hoe belangrijk de strijd is door de Regeering ondernomen, zoowel onder opzicht van het getal nieuwe zieken, die behandeling ondergingen, als onder opzicht van het getal verleende consultaties. In den loop van het jaar 1921, werden 1,582,315 frank uitgegeven voor geneesmiddelen en 1,530,345 frank voor de kosten van 317 klinieken die op dit jaar waren aangenomen. Voor 1922 konden de cijfers nog niet opge maakt worden, maar in den loop van het eerste semester zijn 7,142 nieuwe zieken (syphilislijders) behandeld geworden op kosten van den Staat: dit cijfer bewijst dat de ziekte altijd hevig woedt. In Januari 1922, heeft het stelsel der aannemingen opgehouden. Van af den aanvang van het jaar, is de

Regeering er in gelukt de vroeger aangenomen klinieken te vervangen door 21 dispeasaria, 36 poliklinieken en klinieken en 40 consultatiebureelen in de hospitalen ingericht naar de aanwijzingen van den hooger en Gezondheidsraad.

Tot nu toe werden op het dienstjaar 1922, voor kosten van geneesmiddelen, 808,069,83 frank betaald.

Een crediet van 50,000 frank, geopend ten bate van het Nationaal Verbond tegen het venerisch gevaar, werd tot nu toe vermeerderd met eene toelage van 20,000 frank.

De Regeering heeft een gedeelte van de bouw- en inrichtingskosten van nieuwe antivenerische instellingen betaald, en heeft een groot getal toelagen, berekend op grond van 3 frank per consultatie, uitbetaald.

Nieuwe antivenerische propagandafilms werden aangekocht en talrijke voordrachten met lichtbeelden en kinematografische voorstellingen werden gehouden.

De Regeering neemt op zich de reiskosten der venerisch aangetasten die op plaatsen wonen waar geen gesubsideerde inrichting bestaat, evenals de kosten voor 't opnemen in de hospitalen van zekere zieken. Zij heeft bovendien toegelaten geneesmiddelen voor te schrijven op Staatskosten voor de zeelieden die scheep gaan, en Staatscontrole ingesteld over de specifieke geneesmiddelen.

Ten slotte heeft de Regeering, de meerdere uitgaven aan de aangenomen gasthuisbesturen opgelegd op zich genomen, door dat zij haar venerischen dienst hebben uitgebreid.

Hooger genoemde cijfers, en de verscheidene maatregelen en tegemoetkomingen bewijzen hoe ernstig de Regeering den strijd heeft aangevat, en de gelukkige uitslagen die zij onder opzicht van de volksgezondheid kan er van verwachten.

Regelingen van den verkoop der bedwelmende stoffen.

De hierna overgenomen nota n° I geeft een kort overzicht van beide regelingen welke, sedert den wapenstilstand, van kracht werden bij toepassing der wet van 13 Maart 1914 (bekendgemaakt in het *Staatsblad* d. d. 16 Juli 1919) en tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst betreffende het Opium.

De gevolgen van de nieuwe regeling beginnen zich te doen gevoelen; de inspecteurs van apotheken oefenen een zeer strenge controle op geheel den verkoop van slaapverwekkende en bedwelmende stoffen (in- en uitvoer, binnenlandse handel, aflevering door de apothekers).

Anderzijds, dank zij de ijverige medewerking van den toldienst en van de rechterlijke politie, was het mogelijke talrijk ontduikingen de vrijdelen.

De nota II, welke na de eerste werd bekendgemaakt, opgemaakt door middel van de inlichtingen verstrekt door den dienst der statistiek van het Ministerie van Justitie, geeft de lijst aan van de veroordeelingen in 1921 en in 1922 (tot 30 September) uitgesproken krachtens de wet van 24 Februari 1921.

NOTA I. — De wet van 13 Maart 1914, bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 Juli 1919, heeft voor wat België aangaat, de Internatio-

nale Overeenkomst van het Opium, gesloten te den Haag op 23 Januari 1912, goedgekeurd.

De eerste uitvoeringsmaatregelen werden getroffen bij Koninklijk besluit van 24 October 1919 betreffende den verkoop van cocaïne, opium, morphine en heroïne.

De hoofdzakelijke bepalingen van dit besluit kunnen als volgt worden opgegeven :

1. Buiten de apotheekhoudende apothekers, de geneesheeren en dieren-artsen die artsenijen in voorraad hebben, mag niemand, om gelijk welke reden, die stoffen verkoopen mits eene voorafgaandelijke *aangifte* daarvan aan den Minister van Binnenlandsche Zaken (art. 1).

2. Al wie die stoffen verkoopt of in voorraad bezit voor den verkoop of de aflevering, is verplicht eene bijzondere boekhouding te hebben betreffende het binnenkomen en het uitgaan dezer producten (art. 4 en 5).

Men zag aldra de ondoelmatigheid van dit besluit in ; de Regeering is niet gewapend met genoegzame macht om het bedrog op te sporen en den in- en uitvoer van slaapverwekkende en bedwelmende stoffen na te gaan, en, anderzijds, waren de straffen, op de overtredingen gesteld, veel te klein.

Om dit dubbel bezwaar te keeren, werd de wet van 24 Februari 1921 afgekondigd, in zake den verkoop van vergiftigde, slaapverwekkende, bedwelmende, ontsmettende en antiseptische stoffen.

Die wet vertrouwt aan de Regeering de zorg om, in 't belang der hygiëne en der openbare gezondheid, den in- en uitvoer, de fabricatie, het vervoer, het in voorraad hebben, den verkoop en het te koop stellen, de aflevering en het verkrijgen ten bezwarenden titel of om niet der bovenvermelde stoffen, te regelen en na te gaan.

De straffen gesteld op de overtreding der bepalingen van de Koninklijke besluiten, betreffende de slaapverwekkende en bedwelmende stoffen, zijn de volgende :

1^o Gevangenzitting van drie maanden tot twee jaar en geldboete van 1,000 tot 10.000 frank, of slechts ééne dezer straffen (art. 2, § 2);

2. Daarenboven kan de rechter uitspreken :

a) de ontzegging, voor een termijn van vijf tot tien jaar, van de burgerlijke en politieke rechten vermeld bij artikel 31 van het Strafwetboek (art. 4, § 1);

b) het verwijzen onder bijzonder toezicht der politie gedurende een tijdperk van twee tot vijf jaren (art. 4, § 1);

c) tijdelijke ontzegging of voor goed van de uitoefening van het geneeskundig vak waaraan de veroordeelde zich wijdt (art. 4, § 2).

Die straffen kunnen, in geval van herhaling binnen de twee jaar, op het dubbel worden gebracht (art. 5).

De Koning, gebruik makende van de zeer uitgestrekte macht hem door deze wet verleend, heeft op 6 September l. l. (*Staatsblad*, van 24 September) een besluit genomen naar luid waarvan :

1^o Een voorafgaande machtiging van de Regeering (Bestuur der Volksgezondheid) — machtiging steeds herroepbaar — noodzakelijk is om handel te drijven in de slaapverwekkende en bedwelmende stoffen vermeld bij

artikel 1 (art. 2). Er wordt slechts uitzondering gemaakt voor de apotheek houdende apothekers en voor de geneesheeren en dierenartsen die gemachtigd zijn artsenijen in voorraad te bezitten.

2° Een bijzondere en voorafgaande toelating vanwege hetzelfde bestuur is vereischt voor allen in- of uitvoer van slaapverwekkende of bedwelmende stoffen (art. 1).

De in- of uitvoer kunnen slechts geschieden langs de tolkantoren van Brussel en langs het 1° tolkantoor van Luik.

Bij den invoer, wordt de verificatie der producten gedaan in het tolkantoor door een inspecteur der apotheken.

Bij den uitvoer, doet dezelfde agent ze, maar in de magazijnen zelf van den uitvoerder. Zij geschiedt op het oogenblik der verpakking; geeft de verificatie voldoening, dan overhandigt de inspecteur der apotheken de machtiging en vergezelt de colli.

Men bemerkt dat de machtiging om uit te voeren slechts afgeleverd wordt op overlegging van een ambtelijk stuk waaruit blijkt dat de bestemming het recht heeft om de gevraagde stoffen te ontvangen » (art. 1, lid 3).

Het Bestuur der Volksgezondheid onderzoekt, daarenboven, of het niet mogelijk zou zijn aan de Regeeringen der buurstaten van België de namen en adressen mede te deelen van hunne onderhoorigen die slaapverwekkende en bedwelmende stoffen in België invoeren, alsmede de data van den invoer en de ingevoerde hoeveelheden.

3° Ten slotte worden door het Koninklijk besluit van 6 September 1921 onder zekere opzichten de bepalingen herzien en vereenvoudigd welke voorgeschreven zijn door het besluit van 14 October 1919, wat betreft de contrôle over het gebruik van slaapverwekkende en bedwelmende stoffen en door degenen die de geneeskunde op de eene of andere wijze uitoefenen.

Artikel 14 van het Koninklijk besluit van 25 April 1922 tot regeling van het bewaren en den verkoop in 't klein van vergiftige stoffen of giften, bepaalt daarenboven dat « geene enkele zelfstandigheid of preparaat al houdt ze nog eene zoo geringe dosis opium, morphine of de zouten daarvan in, cocaïne of de zouten daarvan, niet mag afgeleverd worden zonder een bijzonder geneeskundig voorschrift voor elk geval, noch ten verkoop aangeboden of uitgesteld, wanneer deze zelfstandigheid of dit preparaat bestemd is voor kinderen van minder dan 3 jaar. »

NOTA II. — *Wet van 24 Februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapverwekkende en bedwelmende stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.*

Opgave van de gestrafte lieden.

	Gevangenisstraf												Geldboete				Bijkomende straf		
	Voorwaardelijke					Eenvoudige							Voorwaardelijk.		Eenvoudig		Ontzetting.	Bewaking.	
	6 maand.	3 tot 6 maand.	1 tot 3 maand.	8 dagen tot 1 maand.	Minder dan 8 dagen.	5 jaar en meer.	3 tot 5 jaar.	1 tot 3 jaar.	6 maand tot 1 jaar.	3 tot 6 maand.	1 tot 3 maand.	8 dagen tot 1 maand.	Minder dan 8 dagen.	26 frank en meer.	Minder dan 26 frank.	26 frank en meer.			Minder dan 26 frank.
In 1921.	»	»	»	»	»	»	»	7	6	5	»	»	»	1	»	1	»	12	12
In 1922.	1	»	1	»	»	»	»	13	14	16	3	3	»	13	»	9	»	9	4
van af 1 Januari tot 30 September.																			

HOOFDSTUK XI.

SOCIAAL KINDERWELZIJN.

Kosten van Beheer. (Art. 32^k, toelichting.)

Een lid wees op het hooge bedrag der som van 675,000 frank.

Hem werd geantwoord, dat deze som overeenkomt met 7 t. h. van het bedrag der uitgaven gedaan door het Nationaal Werk; de tabel als bijlage V hieronder megedeeld, bewijst dat het gevraagde crediet zelfs ontoereikend zou kunnen zijn.

Uwe Commissie stelt u geene verhooging voor.

Uw verslaggever heeft haar de verzekering kunnen geven dat de inspectie-dienst, ingericht door het Nationaal Werk, en die zich thans uitstrekt over gemeenten van het land, volledig zal zijn in 1923. Uit de versterking van de kaders der inspectie zal eene vermindering voortvloeien van de uitgaven gedaan door de plaatselijke comiteiten voor het verdwijnen van onvermijdbare misbruiken wanneer zoo in zijn geheel, binnen een zeer kort tijdsbestek, een zoo groot organisme als het Nationaal Werk wordt ingericht. Welnu, de tekst van artikel 32 van de begroting is voldoende rekbaar om onder toezicht van den Minister en mits zijne goedkeuring toe te laten over een klein deel van de billijke besparingen verwezenlijkt in andere diensten van het Werk te beschikken.

Voorwaarden van toelating bij de Melkbedeeling.

Van de voordeelen van de Melkbedeeling kunnen genieten de gezinnen waarvan de inkomsten minder bedragen dan :

500 frank per maand voor de eerste persoon van het gezin (deze kan op 400 frank gebracht worden in sommige plaatsen mits voorafgaande goedkeuring van het nationaal werk);

	50 frank voor de echtgenoot;
50	» » het eerste kind;
70	» » » tweede kind;
90	» » » derde kind;
110	» » » vierde kind, etc. etc.

De gezinnen die over meer inkomsten beschikken kunnen eveneens toegelaten worden tot de Melkbedeeling mits geheele betaling van de bekomen hoeveelheden.

Een lid vroeg dat het bedrag van de inkomsten waarover de gezinnen beschikken die van betaling zijn ontslagen zou verhoogd worden; hij billijkte zijn vraag niet te wijzen op de tegenwoordige levensduurte.

Uwe Commissie heeft zich bij deze opmerking niet aangesloten. Het is de Hooge Raad van de werken der kindsheid die de bedragen der barema's bepaalt. En men moet er bij wege, dat aan 's Rijks opofferingen perken zijn. België is een der landen van de wereld waar de werken voor kindervelzijn het mildst worden gesteund. Daarenboven past het niet dat, wanneer een gezin over zekere geldmiddelen beschikt, men den last wegens de aanwezigheid van een kind bijna geheel afschafte.

Keukens voor zwakke kinderen. — Schoolmaaltijd.

Op de begroting voor 1922 was een crediet van 2 miljoen voorzien voor schoolmaaltijden en keukens voor zwakke kinderen.

Dit crediet komt niet meer voor op de begroting van 1923 en de weglating er van wordt gebillijkt als volgt :

De noodzakelijke besnoeiing van de uitgaven, die thans in al de openbare besturen zich opdringt, had, voor het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn evenals voor al de diensten, eene nauwkeurige herziening voor gevolg van de begrootingsvoorstellen aan de wetgeving voorgelegd.

Deze herziening deed de mogelijkheid uitschijnen credieten van de begroting te doen verdwijnen, die vroeger voorzien werden voor de schoolmaaltijden en de keukens voor zwakke kinderen.

De redenen daarvan zijn de volgende :

In de maand October 1919 reeds, werd in eene vermindering van 1,060,000 frank toegestemd voor deze beide posten, vermindering die als volgt werd gebillijkt: « De tegenwoordige levensvoorwaarden, de hooge arbeidersloonen, de pogingen door de Regeering in het werk gesteld om aan de bevolking levensmiddelen tegen kostendeprijs te verstrekken, dit alles heeft ongetwijfeld het aantal zwakke kinderen doen afnemen. »

Deze verbetering, die in 1919 reeds werd vastgesteld, nam sedertdien nog toe. Na den wapenstilstand hadden tal van gemeenten de schoolmaaltijden afgeschaft, die onder de bezetting waren tot stand gekomen. Aldus was er in de provincie Antwerpen geen enkele schoolmaaltijd meer. Later bleek het behoud van vele schoolmaaltijden niet meer noodig en de afgeschafte werden niet meer heringericht.

Derhalve kon men, voor 1920, eene groote vermindering voorzien zoowel van het aantal maaltijden als van dit hunner deelnemers.

In zijne begrooting voor 1921, zegde het Nationaal Werk over de schoolmaaltijden en de keukens voor zwakke kinderen :

« Deze werken gingen veel meer achteruit dan men kon voorzien. Wij hebben overigens het inrichten van nieuwe schoolmaaltijden niet bevorderd, want hoe belangwekkend zij ook schenen, waren zij niet zoo volstrekt noodzakelijk als onze andere instellingen. »

Aldus werden de credieten voor deze werken, die op de begrooting van 1920 respectievelijk 6,900.000 frank voor de schoolmaaltijden en 3,426,000 frank voor de keukens voor zwakke kinderen bedroegen, op de begrooting van 1921, verminderd op 1,350,000 frank en op 725,000 frank.

Op zijne begrooting voor 1921 verminderde het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn het tweede dezer credieten met 75,000 frank om reden dat « de vermindering gebillijkt wordt door het feit dat het bezoek der keukens voor zwakke kinderen beperkt wordt tot de kinderen die volstrekt dezen voedseltoeslag behoeven ».

Naar aanleiding van zijne begrooting voor 1923, wijst het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn op het feit dat, op 31 December 1920, het aantal zijner werken met hunne beschermelingen zich aldus voordeed :

Eerste groep instellingen :

573 raadplegingen voor zuigelingen met	60,598 beschermelingen;
556 melkinrichtingen met	59,905 —
313 moederkeukens met	10,798 —

Tweede groep instellingen :

38 schoolmaaltijden met	47,403 —
47 keukens voor zwakke kinderen met	10,773 —

Een jaar later, op 31 December 1921, was de toestand de volgende :

Eerste groep instellingen :

868 raadplegingen voor zuigelingen met	80,457 beschermelingen;
810 melkinrichtingen met	73,622 —
543 moederkeukens met	20,441 —

Tweede groep instellingen :

58 schoolmaaltijden met	48,071 —
42 keukens voor zwakke kinderen met	10,944 —

Wanneer men deze gegevens vergelijkt, dan zien wij in de eerste groep eene vermeerdering van :

295 raadplegingen voor zuigelingen,
254 melkinrichtingen,
228 moederkeukens ;

en, in de tweede groep, eene vermeerdering van slechts 20 schoolmaaltijden met 668 deelnemers, en eene vermindering van 5 keukens voor zwakke kinderen met slechts 170 bezoekers meer, — en wel voor het geheele land.

Deze cijfers spreken boek. Daaruit kan men opmaken dat deze laatste

werken niet in eene algemeene behoefte voorzien. Het is dus niet logisch dat al de schatplichtigen met hunne penningen zouden bijdragen, om werken in het leven te houden die slechts aan een gering getal gemeenten zouden ten goede komen. Het ware logischer de kosten van deze werken te doen dragen door de gemeenten welker inwoners er de voordeelen van genieten.

Op het stuk van schoolmaaltijden, sluit zich uwe Commissie aan bij hoogerstaande beschouwingen.

Dit geldt echter niet wat betreft de keukens voor zwakke kinderen.

In enkele volkrijke wijken met beperkt grondgebied, kan de keuken voor zwakke kinderen hare reden van bestaan hebben.

De toelating tot de keukens of cantines zou echter aan streng toezicht moeten onderworpen zijn.

Uwe Commissie stelt U voor, één millioen ter beschikking te stellen van het Nationaal Werk tot het in stand houden der keukens.

Beter is het weinig, maar degelijk werk tot stand te brengen, liever dan uitgebreide instellingen op te richten, die ten slotte, bij gebrek aan bestaansmiddelen, moeten verdwijnen.

Toelating van plaatselijke werken.

Een lid wees er op, dat te Antwerpen bestaande werken niet werden gesteund.

Uw verslaggever brengt het lid ter kennis, dat de toelating van een plaatselijk werk door het Nationaal Werk van rechtswege geschiedt, wanneer het plaatselijk werk de door de wet opgelegde vereischten vereenigt. Onzes dunkens, zijn de verstrekte inlichtingen onvoldoend nauwkeurig om na te gaan of de wet werd overtreden.

Tekstverbetering op bladzijden 44 en 45 der Begrooting.

Eene zetfout is geslopen in den tekst der verdeelingstabel welke, aldus voorgesteld, onbegrijpelijk voorkomt en aanleiding geeft tot verkeerde opvatting.

Anderzijds, brengt het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn ons ter kennis, dat het crediet van 5,100,000 frank, voorkomende onder litt. b van hetzelfde artikel (Kolonies voor zwakke kinderen) nog slechts 4,500,000 frank zal bedragen. Met deze vermindering dient dus rekening te worden gehouden : 1^o op bladzijde 18 van het stuk waar het crediet, aangevraagd bij artikel 52, moet bepaald worden op 14,000,000 frank in plaats van 14 miljoen 600,000 frank en 2^o in de 1^o en 4^e kolonnen van bladzijde 45, waarvan de cijfers moeten gewijzigd worden.

De tabel der toelichting zou dus luiden als volgt :

Toelagen aan het Nationaal Werk voor kinderwelzijn.

	Aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1923.	Toegekende credieten voor het dienstjaar 1922.	Verhooging.	Verminder- ing.
Raadgevingen voor zuigelingen :				
a) Zuigelingenkeukens . . . 8.825.000				
b) Kolonies voor zwakke kin- deren 4.500.000	14.000.000	16.000.000	—	2.000.000
52 moederkeukens :				
c) Bestuurskosten. 975.000				
Totaal van hoofdstuk XI.	14.100.000	16.183.000	5.000	2.088.000
	Vermindering.			2.083.000

Deze wijziging geeft noodzakelijkerwijs aanleiding tot de weglating, in de 5° kolom der toelichtingstabel, van het deel der verklarende nota, beginnende met deze woorden : (Par contre, une augmentation de 600,000 francs... jusqu'à la fin du paragraphe). « Diarentegen eene vermeerdering van 600,000 frank... tot op het einde van de paragraaf ».

Doch vermits uwe Commissie de toekenning van 1,000.000 frank ten bate van de keukens voor zwakke kinderen heeft goedgekeurd, moet het voorziene crediet tot op 15,000,000 frank worden gebracht en de vermindering beloopt in het geheel tot 1,083,000 frank.

HOOFDSTUK XIII.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN. — VERSCHILLENDE DIENSTEN.

Eene enkele opmerking werd er gemaakt.

Een lid deed opmerken dat het verslag over de begroting voor het dienstjaar 1922 de verdaging had voorgesteld van een crediet voor het aanleggen eener waterwinning te Moll; dat dit crediet door de Kamer opnieuw ingeschreven werd; dat het tot hiertoe niet werd gebruikt vermits geen enkel werk te Moll werd uitgevoerd. Ditzelfde lid heeft niet de verdaging voorgesteld van het crediet uitgetrokken op de begroting voor 1923 om geene nieuwe vertraging te veroorzaken in het aanbesteden van de werken die te Moll moeten ondernomen worden.

Eenige leden hebben er op gewezen, dat onder artikel 17 van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor het jaar 1922 een crediet voorkwam van 50,000 frank voor de vereffening der toelage verleend aan de Vereeniging van Belgische steden en gemeenten, en dat dit crediet niet meer voorkomt op de begroting van 1923.

Deze leden oordeelen, dat aan eene instelling, waarin zij belang stellen en die groote diensten bewezen heeft, niet opeens alle financiëelen steun mag onttrokken worden.

Anderzijds nemen zij aan, dat die instelling voortaan moet bestaan met de geldmiddelen die haar worden verschaft door hare aangeslotene leden.

Zij hebben voorgesteld in het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven een nieuw artikel in te lassen luidend :

« Toelage aan de Vereeniging van Belgische steden en gemeenten 40,000 fr.

Dit voorstel werd niet bestreden.

Uwe Bijzondere Commissie heeft de eer u voor te stellen, de Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aan te nemen zooals zij door haar werd gewijzigd.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.



BIJLAGE I.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN

Begrooting voor 1923. — Verdeeling der uitgaven.

Akt.	Diensten en voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagde credieten.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	<i>Gewone uitgaven.</i>					
	HOOFDSTUK I.					
1	a) Jaarwedde van den Minister	35,000	35,000	»	»	
2	b) Representatiekosten	9,000	9,000	»	»	
	a) Jaarwedden der ambtenaren van het Hoofdbestuur	1,472,165	1,472,165	»	»	
	b) Raadgevend comité (3,400 fr.), controle-comité (14,038 fr.), advocaat (4,000 fr.), allerlei (2,000 fr.)	23,438	23,438	»	»	
3	Gemachtigde buitengewone werken	5,000	5,000	»	»	
4	Kantoorbehoeften	240,000	240,000	»	»	
5	Reiskosten	4,500	4,500	»	»	
		1,789,103	1,789,103	»	»	
	HOOFDSTUK II.					
	<i>Pensioenen en hulpgelden.</i>					
6	Eerste pensioentermijn	40,000	»	40,000	»	Algemeene pensioenwet.
7	Kas gemeentesecretarissen	200,000	»	200,000	»	Wet van 30 Maart 1861.
8	Onderstand	6,000	»	»	6,000	Geldt als pensioenstoeslag.
		246,000	»	240,000	6,000	
	HOOFDSTUK III.					
	<i>Algemeene statistiek.</i>					
9	Middencommissie van de statistiek, presentiegelden (6,200 fr.), personeel (21,710 fr.)	27,910	27,910	»	»	
10	Id., Materieel	42,500	42,500	»	»	
11	Bibliotheek voor de statistiek	6,500	6,500	»	»	
		76,910	76,910	»	»	
	HOOFDSTUK IV.					
	<i>Provinciale en gemeentelijke zaken.</i>					
12	a) Jaarwedden der gouverneurs (1).					(1) K. B. van 22 October 1921.
	Id. der bestendige afgevaardigden (2)	907,200	907,200	»	»	(2) Wet van 20 Juli 1921.
	Id. der provinciale griffiers (3)					(3) K. B. van 20 October 1921.
	b) Vergoeding, enz. id. Jaarwedden, enz. der beamten	42,800	42,800	»	»	
13	Materieel of economische begrooting	4,074,450	4,074,450	»	»	
14	I. Arrondissementscommissarissen, jaarwedden, enz.	655,000	655,000	»	»	
15	II. Id., bureelkosten	1,354,500	1,354,500	»	»	K. B. van 20 October 1921.
		145,500	145,000	»	»	

ART.	Diensten en voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagde credieten.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
16	Reiskosten	100,000	100,000	»	»	
	Leveringen en drukwerk	4,000	4,000	»	»	
	Abonnement telefoon	9,000	9,000	»	»	
	Bevolen zendingen	1,000	»	1,000	»	Wet van 30-7-1903.
	Id. Grenspalen	1,000	»	1,000	»	
	Technische comiteeten	5,000	»	5,000	»	Id. 11-10-1919.
	Verbetering van overlijdensakten	5,000	»	5,000	»	Id. 28-7-1921.
17	Politie van Brussel	750,000	»	»	750,000	
		7,994,150				
	HOOFDSTUK V.					
	<i>Kieszaken.</i>					
18	Vrederechter, verplaatsing	30,000	»	30,000	»	Kieswetb. art. 71.
19	Drukwerk, materieel	7,000	3,500	3,000	500	Id., art. 94.
20	Kiespapier, Presentiegelden. Aanlegkosten	10,000	»	10,000	»	Id., artikels 123, 149, 195.
21	Vervoer van kiezers	5,000	»	5,000	»	Id., art. 172bis.
		52,000	3,500	48,000	500	
	HOOFDSTUK VI.					
	<i>Militie.</i>					
22	Rechtbanken voor geschillen van bestuur	150,000	150,000	»	»	Verplichting krachtens de militie wet.
23	Materieel militie	75,000	75,000	»	»	Idem.
		225,000	225,000	»	»	
	HOOFDSTUK VII.					
	<i>Pompiers.</i>					
24	Brandmaterieel	50,000	»	»	50,000	
		50,000	»	»	50,000	
	HOOFDSTUK VIII.					
	<i>Burgerlijke decoratie.</i>					
25	Aankoop van decoraties, enz.	100,000	»	»	100,000	
26	Geldelijke belooning	500	»	»	500	
		100,500	»	»	100,500	
	HOOFDSTUK IX.					
	<i>Yzeren kruis.</i>					
27	Onderstand aan de weduwen	3,600	»	»	3,600	
		3,600	»	»	3,600	
	HOOFDSTUK X.					
	<i>Hygiëne.</i>					
28	a) Gezondheids-toezicht, enz., personeel	580,060	580,060	»	»	
	b) Dienst voor de poknenting, personen	25,800	25,800	»	»	
29	1a) Toezicht, id. reiskosten	320,000	320,000	»	»	
	b) Id. Werken	45,000	45,000	»	»	
	11c) Dienst voor de poknenting, reiskosten	2,000	2,000	»	»	
	d) Id. Werken	10,000	10,000	»	»	

Art.	Diensten en voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagde credieten.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
30	a) Toezicht materieel.	325,000	325,000	»	»	
	b) Dienst pokinenting.	63,000	63,000	»	»	
31	a) Hooge gezondheidsraad	53,000	53,000	»	»	
	b) Geneeskendige commissiën	217,000	»	217,000	»	Wet van 12 Maart 1818 over de geneeskunde.
32	Gezondheidsdienst der havens, personeel . .	248,360	»	248,360	»	Gezondheidswet van 18 Juli 1831.
33	a) Id. materieel . .	300,000	300,000 (1)	»	»	
	b) Id. reiskosten . .	10,000	10,000 (1)	»	»	
	c) Id. werken . . .	10,000	10,000 (1)	»	»	
34	a) Voorbehoeding der besmettelijke ziekten, toelagen, enz. . . .	350,000	»	»	350,000	
	b) Drukwerken, enz.	30,000	30,000	»	»	
35	a) Scholen van verloskunde, vroedvrouwen, enz.	50,000	»	»	50,000	
	b) Scholen voor ziekenoppassers	60,000	»	»	60,000	
	c) Hygiëne : conferenties, uitgaven . . .	30,000	»	»	30,000	
	d) Kraamvrouweninrichtingen	100,000	»	»	100,000	
36	a) Tentoonstellingen en congressen . . .	20,000	»	»	20,000	
	b) Maatschappij van hydrologie, toelagen . .	3,000	»	»	3,000	
37	Internat. dienst v ^r hyg.	13,750	13,750	»	»	Internation. Overeenkomst. Parijs, 1903.
38	a) Toezicht eetwaren, personeel	338,500	»	338,500	»	Wet van 4 Augustus 1920, betreffende de fabricatie van eetwaren . . .
	b) Vleeschkeuring . .	87,900	»	87,900	»	Idem.
39	a) Toezicht, eetwaren, reiskosten	215,000	»	215,000	»	Idem.
	b) Werken, id. . . .	30,000	»	30,000	»	Idem.
40	a) Toezicht eetwaren, materieel	100,000	»	100,000	»	Idem.
	b) Laborat. voor ontleding	20,000	»	20,000	»	Idem.
	c) Tentoonstelling en congressen	4,000	»	»	4,000	Overeenkomst van Parijs van 1920.
	d) Internationaal Instituut der Koude	2,200	2,200	»	»	Wet van 4 Augustus 1890.
	e) Toezieude vecartsen	40,000	»	40,000	»	
	f) Drukwerke ⁿ allerlei.	20,000	»	20,000	»	Idem.
41	Toezicht, gezondheidswerken, personeel . .	66,400	66,000	»	»	
42	a) Id. Reiskosten . .	50,000	50,000	»	»	
	b) Id., werken . . .	4,000	4,000	»	»	
43	Id., materieel . . .	10,000	8,000	»	2,000	
44	Aanmoediging ⁿ , openbare gezondheidswerk ⁿ .	3,000,000	»	»	3,000,000	Aangewend crediet
45	Koninklijke Geneeskundige Academie . . .	100,000	100,000	»	»	
46	Automobielen . . .	150,000	150,000	»	»	
47	Voorbehoeding der tuberculose	7,000,000	»	»	7,000,000	
		14,103,970	2,168,210	1,316,760	10,529,000	
	HOOFDSTUK XI.					
	Sociaal Kinderwelzijn.					
48	Maatregelen tot bescherming	60,000	»	»	60,000	

Art.	Diensten en voorwerp der uitgaven.	Aan-gevraagde credieten.	Bestuurs-uitgaven.	Uitgaven wegens de toepassing eener wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
49	Tentoonst. en congres ^{en}	5,000	»	»	5,000	Wet van 5 Septem-ber 1919. Idem.
50	Internat. vereeniging kinderbescherming . .	15,000	»	»	15,000	
51	Toezicht op de uitbe-steede kinderen	5,000	»	5,000	»	
52	Toelagen : a) raadge-ving voor zuigelingen, moederkeuken, zuige-lingenkeuken	8,825,000	»	8,825,000	»	
	b) Kolonie voor zwakke kinderen.	5,100,000	»	5,100,000	»	
	c) Bestuurskosten . .	675,000	675,000	»	»	Idem.
53	Vergeldingen, presen-tiegelden	15,000	15,000	»	»	
		14,700,000	690,000	13,930,000	85,000	
	HOOFDSTUK XII.					
	Allerhande en onvoorziene uitgaven.					
54	Toelagen voor vlaggen.	1,500	»	»	1,500	Wet v ⁿ 27 Mei 1890 en 17 Juli 1911. Verbintenis. Wet van 14 Juli 1919.
55	Nationale feesten . .	106,000	»	106,000	»	
56	Jaarrente en pensioen.	2,650	2,650	»	»	
57	Grafsteden van niet-strijders	10,000	»	10,000	»	
		120,150	2,650	116,000	1,500	
	Uitzonderlijke uitgaven.					
	HOOFDSTUK XIII.					
	Onderscheidene diensten.					
58	Algem ^{ne} volkstelling .	400,000	»	100,000	»	Wet v ⁿ 2 Juni 1836 en 25 Mei 1880.
59	's Lands erkentelijk-heid	16,000	16,000	»	»	
60	Gedenkteeken . . .	50,000	»	50,000	»	Wet van 14 Juli 1919, art. 10 Verbintenis.
61	Nationale maatschappij voor watervoorziening .	50,000	»	»	50,000	
62	Voorbehoeding van vene-ri-sche ziekten . . .	2,800,000	»	»	2,800,000	Verbintenis.
63	Internationaal Instituut voor de statistiek . .	50,000	50,000	»	»	
64	Proefinrichtingen te Moll (waters) . . .	500,000	»	»	500,000	
65	Gebieden van Eupen en Malmedy.	514,900	514,900	»	»	
		4,380,900	580,900	450,000	3,800,000	

BIJLAGE II.

BELASTINGEN WAARVAN DE HEFFING IS TOEGELATEN DOOR
HET DEPARTEMENT VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

1. Op het bouwen en herbouwen ;
2. Voor het openen van straten, op de eigendommen gelegen langs de openbare wegen die worden aangelegd, verbreed, verlengd of rechtgetrokken op kosten van de gemeente ;
3. Voor het aanleggen van trottoirs ;
4. Voor de bestrating ;
5. Voor het aanleggen van riolen ;
6. Per loopend meter gevel van de eigendommen (of per vierkant meter oppervlakte der bebouwde eigendommen) langs de openbare wegen, bestraat, onderhouden, verlicht, met de gemeenteriool verbonden, of voorzien van slechts een dezer diensten (beknopt : belastingen van terugbetaling voor het gebruik van dezen of genen gemeentedienst met de straten verbonden) ;
7. Kaai-rechten ;
8. Standsrechten verschillend volgens den aard der waren of de ligging van de toegestane plaatsen (terras van koffiehuisen, enz.) ;
9. Het leuren op den openbaren weg ;
10. Openbare gemakkelijkheden (oppervlakte van de lokalen gebruikt voor openbare gemakkelijkheden, ofwel belastingen geheven van de toechouwers die de openbare gemakkelijkheden bijwonen ;
11. Music-halls (bijzondere belasting) ;
12. Op de bals en dancings (bijzondere belasting) ;
13. Op de bar-meiden, music-halls, tingeltangels, enz. (bijzondere belasting) ;
14. Op de pianos, harmoniums, orgels, phonographen of andere muziekinstrumenten, *uitsluitend* gebruikt in de inrichtingen die toegankelijk zijn voor het publiek (drankhuizen, tooneelzalen, danszalen, enz.) ;
15. Dranksluiterijen en tabakwinkels ;
16. Op de opening van nieuwe dranksluiterijen ;
17. Op de balkons en de loggias ;
18. Op de inrijpoorten ;
19. Op de hekkens en schuttingen langs den openbaren weg ;
20. Op de paarden, de ezels, de muilezels en de lastdieren ;
21. Op de duivenhokken ;
22. Op de honden ;
23. Op de rijtuigen, karren en vrachtwagens ;
24. Op de fietsen ;
25. Op de knechten en meiden ;
26. Op het lijkenvervoer ;
27. Op de wederopgravingen ;

28. Op de begrafenis van personen gestorven buiten het grondgebied van de gemeente zonder daar hun gewone verblijf- of woonplaats te hebben;

29. Op de plakbrieven niet aan Staatsbelasting onderworpen, en de draagbare en andere reclametoestellen;

30. Opecentiemen op de hoofdsom van de Staatsbelasting op het mobilair (ten hoogste 40);

31. Opecentiemen op de hoofdsom van de personeele belasting op de dienstboden en paarden (ten hoogste 100 en mits er geene bijzondere belasting bestaat).

32. Opecentiemen op de hoofdsom van de Staatsbelasting op de automobielen en andere motorvoertuigen (ten h. 23);

33. Opecentiemen op de hoofdsom der cedulaire belastingen bij toepassing der wet van 16 Juli 1922;

34. Opecentiemen op de hoofdsom der Staatsbelasting op de spelen en weddenschappen;

35. Uithangborden niet onderworpen aan de Staatsbelasting op de plakbrieven;

36. *Nijvereidsbelastingen* :

Op het personeel gebezigd in de nijverheids- handels- en landbouw-inrichtingen;

Op de verwarmde oppervlakte der stoomverwarmingstoestellen;

Op de motors niet door stoom gedreven;

Op de steenbakkerijen en brouwerijen; van verdeling ten laste van de koolmijnen, steengroeven, enz., naar evenredigheid van de opgehaalde hoeveelheid het jaar te voren.

37. Jachtverloven, wapenverloven, op voorwaarde dat gemeente- en provinciebelastingen samen niet 20 frank overschrijden.

38. Het vogelvangen in de gemeenten waar deze belasting bestond vóór de afkondiging der wet van 30 Juli 1922 waarbij de Staat op denzelfden grondslag eene belasting heft.

39. Gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.

40. Logieshuizen;

41. Op de in huur gegeven bedden.

BELASTINGEN NIET TOEGELATEN DOOR DE DEPARTEMENTEN VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VAN FINANCIËN.

1. Bijzondere belasting op het mobilair;

2. Pianos en billards ten gebruike van particulieren;

3. Brandkasten;

4. Serres, marquises, verandas;

5. Gebouwen van minder dan 30,00 frank waarde;

6. Boomen, boomgaarden en beplantingen;

7. Verloven tot het dragen van wapens in de provinciën waar op deze verloven eene provinciale belasting ligt van 20 frank;

8. Het vogelvangen in de gemeenten waar dergelijke belasting niet bestond

vóór 30 Juli 1922, datum van de wet tot heffing eener Staatsbelasting op denzelfden grondslag;

9. Plakbrieven aan Staatsbelasting onderhevig ;

10. Gevels van huizen langs den openbaren weg, wanneer deze belasting niet is de betaling voor een bijzonderen dienst door de gemeente ingericht voor degenen die er langs wonen ;

11. Oppervlakte van de gronden voor de jacht geopend ;

12. Oppervlakte van de gronden voor den landbouw bestemd ;

13. Oppervlakte van de gronden gebruikt voor lusttuinen en vijvers ;

14. Oppervlakte van de gronden gebruikt voor de nijverheid ;

15. Oppervlakte van de gronden die bebouwd zijn ;

16. Oppervlakte van de lokalen gebruikt voor handel of nijverheid ;

17. Winkelramen en uitstallingen ;

18. Op de nijverheidsinstellingen, bankiers, wisselagenten, op de handelaars, enz., en andere vrije beroepen ;

19. Bijzondere belastingen op de automobielen ;

20. — motorfietsen ;

21. — motorvoertuigen ;

22. Automobielloodsers ;

23. Windmolens ,

24. Besloten jachten ;

25. Op den verkoopprijs van onroerende goederen ;

26. Ongehuwden ;

27. Bewoonbare plaatsen, overtollige kamers ;

28. Op de bewoners ;

29. Op de gesloten huizen ;

30. Op de huisbellen.

BELASTINGEN WAAROVER DE RECHTSPRAAK NOG NIET VASTSTAAT.

Het vee.

De kippen.

BIJLAGE III.

HERZIENING DER KIEZERSLIJSTEN IN 1922. — VERDAGING, OMZENDBRIEF AAN DE HEEREN GOUVERNEURS DER PROVINCIE.

Brussel, 2 Augustus 1922.

MIJNHEER DE GOUVERNEUR,

De wet van 1 Augustus 1922, bekendgemaakt in den *Moniteur* van heden, waarbij besloten wordt dat, in 1922, niet zal overgegaan worden tot

de jaarlijksche, door het Kieswetboek voorgeschreven herziening der kiezerslijsten, heeft voornamelijk ten doel gehad, aan de gemeentebesturen de betrekkelijk hooge kosten voor het drukken of het schrijven dezer lijsten te besparen.

Uit de voorbereidende werkzaamheden dezer wet blijkt, dat het verdagen der verrichtingen van de eigenlijke herziening, 't is te zeggen het voorloopig en bepaald sluiten, de gedingen voor de colleges van burgemeester en schepenen en voor de Hoven van beroep, enkel uitgesproken werd omdat bevonden is dat deze vormvereischen in den huidige staat der wetgeving alleen dan nuttigerwijze konden vervuld worden wanneer de derde personen over gedrukte of geschreven exemplaren der kiezerslijsten beschikken, ten minste wat de gemeenten van zeker belang betreft.

Alleen voor die lijsten, waarvan de tekst de genomen besluiten definitief vaststelt, is de volksecontrôle uiteraard mogelijk en deze contrôle kan maar practisch geschieden wanneer er exemplaren der lijsten van de verschillende gemeenten ter beschikking gesteld worden van de instellingen, welke zich met de herziening bezighouden.

Uit het feit dat de colleges van burgemeester en schepenen, door de afschaffing der herzieningsformaliteiten, in de onmogelijkheid gesteld worden regelmatige besluiten tot wijziging der van kracht zijnde lijsten te nemen, volgt echter niet, dat de gemeentebesturen het gewichtig werk van het bijhouden der gegevens, welke later moeten dienen tot het opmaken der toekomstige kiezerslijsten, mogen veronachtzamen.

Er dient inderdaad vermeden, dat de gemeentediensten, bij gebrek aan een regelmatig en betrekkelijk onbeduidend werk, zich voor eene overgrootte taak zouden bevinden, welke zij moeilijk binnen de voorziene tijdsbestekken zouden kunnen vervullen. Het spreekt vanzelf, dat de lijsten, welke op 1 October 1921 van kracht werden, niet gewijzigd mogen worden, daar zij tot grondslag van de toekomstige herziening moeten dienen en luidens artikel 53 van het Kieswetboek mag er enkel bij de regelmatige herziening der lijsten overgegaan worden tot het schrappen en het inschrijven van kiezers.

Het werk, dat de gemeentebesturen te doen hebben, zal dus van voorbereidenden aard zijn, bestemd om het opmaken der eerste voorloopige lijsten te vergemakkelijken. Dit werk moet natuurlijk in al de gemeenten niet op dezelfde wijze uitgevoerd worden. Die gemeenten, waarvan de lijsten een klein getal kiezers bevatten of waar de bevolkingsschommeling weinig belangrijk is, volstaan met de voorkomende wijzigingen op een exemplaar van de kiezerslijst aan te tekenen. Andere zouden nuttigerwijze fiches kunnen gebruiken; indien de voornaamste lijst uit afzonderlijke bladen bestaat, is het voldoende deze bij te houden; zoo niet, dienen twee reeksen fiches te worden gemaakt; eene dezer fiches zal den naam dragen der in te schrijven kiezers, met de vereischte verklaringen, de andere den naam der te schrappen kiezers.

Elk gemeentebestuur moet het bijhouden zijner kiezerslijsten zelf regelen en die methode aannemen, welke het best overeenkomt met de gebruikelijke wijze tot het voorbereiden der gewone lijsten.

Het komt er eigenlijk op aan, al de aanduidingen, welk gegeven worden aan den dienst belast met het houden van de bevolkingsregisters, over te schrijven, hetzij op de fiches geldende als lijst, hetzij op de bijzondere fiches gerangschikt naarvolgens de ingeschreven kiezers. Evenzoo, moeten aangeduid worden al de wijzigingen, oude of nieuwe inwoners der gemeente aangebelangend, welke de schrapping van ingeschreven kiezers, de latere inschrijving van nieuwe kiezers of de veranderingen in de verklaringen der lijst zouden rechtvaardigen.

Ten einde de volkscontrôle te vergemakkelijken, en terzelfder tijd de gemeentebesturen toe te laten de aanduidingen te benuttigen, welke de belanghebbenden of derde personen zouden kunnen geven om de in hun bezit zijnde inlichtingen aan te vullen of te verbeteren, dienen, langs bestuurlijken weg, maatregelen te worden getroffen in de plaats van de vormvereischen voor de contrôle der lijsten, welke dit jaar niet vervuld worden.

De gemeentebesturen zouden een bericht kunnen afkondigen, waarbij de belanghebbenden en derde personen uitgenoodigd worden zich gedurende eene bepaalde periode in betrekking te stellen met den bevoegden dienst, opdat degenen, die zich met de herziening der lijsten bezighouden, zouden kunnen nagaan, of geene missingen of weglatingen begaan werden en, bi voorkomend geval, hunne aanmerkingen zouden kunnen inbrengen.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Paul BERRYER.



BIJLAGE IV.

Gevallen van venerische

I. — Opname

MAAND.	Aantal inrichtingen (2)	Getal nieuwe inschrijvingen.							
		Syphilis.			Blennorrhagie.			Chan	
		II.	F.	E. (1)	II.	F.	E. (1)	II.	F.
Januari	318	987	628	47	429	163	3	41	9
Februari	318	913	639	47	423	196	5	34	11
Maart	318	939	686	48	454	163	7	35	7
April	318	983	722	67	409	164	5	39	8
Mei	318	835	555	52	369	133	3	28	4
Juni	318	707	565	53	382	146	2	16	7
Juli	318	863	548	51	454	119	3	22	2
Augustus	318	592	428	36	422	99	2	9	1
September	318	637	441	22	382	95	3	17	3
October	318	643	409	23	325	110	7	10	9
November	318	546	374	25	298	124	12	9	»
December	318	541	364	20	341	111	7	4	12
Totaal.		9,188	6,359	491	4,690	1,623	59	264	73

II. — Opname voor elke

INRICHTINGEN.	Aantal inrichtingen (2).	Getal nieuwe inschrijvingen.							
		Syphilis.			Blennorrhagie.			Chan	
		II.	F.	E. (1)	II.	F.	E. (1)	II.	F.
Dispensaria	10	1,018	532	56	130	31	1	10	2
Polieclieken	17	1,253	806	29	1,099	244	4	22	12
Consultatiediensten in hospitalen	32	1,215	965	145	1,092	409	34	86	16
Universiteitsclieken	6	296	227	13	393	103	6	12	4
Private consultatiediensten	239	3,073	1,969	154	1,831	731	11	129	38
Niet toegelaten geneesheeren	»	2,097	1,445	87	»	»	»	»	»
Allerlei	11	236	415	7	145	105	»	5	1
Totaal.		9,188	6,359	491	4,690	1,623	59	264	73

(1) Kinderen beneden 15 jaar.

(2) Aantal toegelaten inrichtingen op 27 Juli 1921.

ziekten behandeld in 1921.

per maand.

Geheel aantal consultatiën.									
He.	Syphilis.			Blennorrhagie.			Chancrelle.		
	E. (1)	H.	F.	E.	H.	F.	E.	H.	F. E. (1)
»		15,780	9,388	363	7,612	2,129	19	202	38 »
»		16,291	9,743	327	7,764	2,115	22	218	84 »
»		17,784	10,838	355	8,109	2,013	44	308	70 »
»		17,452	10,677	413	7,821	1,773	37	247	84 1
»		16,270	9,749	454	7,145	1,774	37	220	40 »
»		16,222	10,251	524	7,671	2,221	57	241	93 »
1		17,102	10,853	491	10,643	1,914	41	179	28 2
»		15,601	9,725	385	10,634	1,400	32	87	3 »
»		15,126	9,506	352	10,161	1,514	29	95	14 »
»		17,081	10,410	409	10,835	1,620	65	70	» »
1		14,982	9,207	410	9,338	1,506	70	49	» 3
»		15,011	9,204	334	9,535	1,479	69	40	38 »
2		194,702	119,551	4,817	107,268	21,463	522	1,956	492 6

soort inrichtingen.

Geheel aantal consultatiën.									
He.	Syphilis.			Blennorrhagie.			Chancrelle.		
	E. (1)	H.	F.	E. (1)	H.	F.	E. (1)	H.	F. E. (1)
»		23,758	12,887	788	1,537	371	9	36	2 »
»		30,383	18,955	372	35,495	3,871	81	253	14 »
1		22,075	17,782	876	22,592	4,721	174	367	36 3
»		8,646	6,241	166	18,470	762	20	207	28 »
1		78,073	43,099	1,863	34,227	9,151	237	1,075	394 3
»		26,125	15,841	729	»	»	»	»	» »
»		5,642	4,746	23	4,947	2,587	1	18	18 »
2		194,702	119,551	4,817	107,268	21,463	522	1,956	492 6

NIEUW WERK TOT KINDERBESCHERMING.

Begrootingsramingen : algemeene kosten.

Hoofdbestuur :		
Wedden, vergoedingen		215,000
Bureelbehoeften, drukwerk, enz.	47,000	
Abonnem ^t telefoon, telegrammen, postzegels	6,000	
Water, verwarming en verlichting	12,500	
Onderhoud der lokalen	6,000	
Aflossing van de onroerende goederen	6,100	
— van het mobilair en het materieel	7,600	
Herstel van het mobilair en van het materieel	5,000	
Verzekeringen	350	
Algemeene kosten van den Dienst voor overplaatsing der kinderen	1,600	
Geneeskundige kosten	10,000	
Kosten voor examen der verpleegsters	5,350	
		105,500
Buitengewone werken en bijzonders verplaatsingen	15,000	
Bibliotheek en documentatie	5,000	
Tekort der Fransche en Vlaamsche tijdschriften.	50,000	
Inspectiedienst : wedden en vergoedingen en reiskosten	146,000	
Bijdrage van het werk in de pensioenkas van het personeel.	58,000	
Provinciale Comiteiten :		
Vergaderingen van de leden der Comiteiten	5,000	
— — — der medische comiteiten	2,500	
		7,500
	Wedden en vergoedingen.	Algemeene kosten.
Brusselsche agglomeratie	17,000	3,000
Antwerpen	22,000	6,000
Brabant	21,000	3,500
West-Vlaanderen	23,000	7,000
Oost-Vlaanderen	20,000	3,000
Henegouw	18,000	5,000
Luik	34,000	6,000
Limburg	8,000	2,000
Luxemburg	13,000	2,000
Namen	13,000	4,000
	189,000	45,000
	Totaal.	fr. 232,500
		794,500

ANNEXE AU N° 76.

BIJLAGE VAN N° 76.

Rapport sur le Budget du Ministère
de l'Intérieur et de l'Hygiène
publique.

Verslag over de Begrooting van het
Ministerie van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid.

I. — ERRATA AU PROJET
DE BUDGET (n° 4 - VI).

I. — VERBETERINGEN IN
HET ONTWERP VAN BEGROOTING
(n° 4 - VI).

ART. 2 (tableau).

ART. 2 (tabel).

Lire comme suit le texte du
litt. b :

Den tekst van litt. b te lezen
als volgt :

b) Frais résultant du Comité consul-
tatif de *contentieux administratif et*
d'administration générale.

b) Kosten wegens het Raadgevend
Comiteit voor *geschillen van bestuur en*
voor algemeen bestuur.

ART. 52 (tableau).

ART. 52 (tabel).

Il résulte d'une communication que
le crédit prévu au litt. b des dévelop-
pements ne doit s'élever qu'à . . .
. . . . fr. 4,500,000 »

Uit eene mededeeling blijkt dat het
crediet, uitgetrokken in litt. b van de
toelichting, slechts bedragen moet . . .
. . . . fr. 4,500,000 »

Le crédit proposé à l'article est donc
de . . . fr. 14,000,000 »

Het in het artikel voorgestelde crediet
bedraagt dus . . fr. 14,000,000 »

ART. 52 (développements).

Le tableau de répartition joint à cet article doit être lu comme suit :

ART. 52 (toelichtende cijfers).

De bij dit artikel gevoegde verdelingstabel moet worden gelezen als volgt :

Subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

Toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

		Crédits demandés pour l'exercice 1923. — Aangevraagde credieten voor het dienst- jaar 1923.	Crédits alloués pour l'exercice 1922. — Toegekende credieten voor het dienst- jaar 1922.	Augmen- tation. — Verhooging.	Diminution. — Verminder- ing.
	Consultations de nourrissons <i>Consultatiën voor zuigelingen</i>				
a)	Gouttes de lait <i>Zuigelingenkeukens</i> 8,825,000				
	52 cantines maternelles <i>52 moederkeukens</i>	14 000,000	16,000,000	—	2,000,000 (1)
b)	Colonies pour enfants débiles <i>Kolonies voor zwakke kinderen</i> 4,500,000				
c)	Frais d'administration <i>Bestuurskosten</i> 675 000				
	Total du chapitre XI <i>Totaal van hoofdstuk XI</i>	14,100,000	16,183,000	5,000	2,088,000 2,083,000 (1)

Ce changement amène nécessairement la suppression dans la 5^e colonne du tableau des développements de la partie de la note justificative commençant par ces mots : « Par contre, une augmentation de 600,000 francs... » jusqu'à la fin du paragraphe.

Deze wijziging geeft noodzakelijkerwijs aanleiding tot de weglating, in de 5^e kolom der toelichtingstabel, van het deel der verklarende nota, beginnende met deze woorden : « Daarentegen eene vermeerdering van 600,000 frank... tot op het einde van de paragraaf ».

(1) Voir ci-après les amendements de la Commission.

(1) Zie onderstaande amendementen van de Commissie.

II. — AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 27.

Modifier comme suit le libellé et le crédit :

Secours aux veuves et descendants
nécessiteux en ligne directe à la première
génération de décorés de la Croix de fer,
des blessés de Septembre, de décorés de
la Croix commémorative de 1830 et des
combattants de 1830 *qui ont été secourus*
en 1922 fr. 24,000 »

ART. 52.

Augmenter le crédit de
1,000,000 de francs en faveur
des cantines pour enfants dé-
biles et porter le crédit rectifié
à fr. 15,000,000 »

ART. 66 (nouveau).

Subside à l'Union des Villes et Com-
munes belges . . . fr. 40,000 »

II. — AMENDEMENTEN VOORGE- STELD DOOR DE COMMISSIE.

ART. 27.

Den tekst en het crediet te
wijzigen als volgt :

Onderstand aan de weduwen en
behoefstige afstammelingen, in de rechte
ligie en van het eerste geslacht, van de
houders van het IJzeren Kruis, van de
Gewonden van September, van de hou-
ders van het Herinneringskruis 1830 en
van de strijders 1830 *die in 1922 bij-*
gestaan werden . . . fr. 24,000 »

ART. 52.

Het crediet met 1,000,000
frank te verhoogen ten be-
hoeve van de keukens voor
zwakke kinderen en het ge-
wijzigd crediet te brengen op
. fr. 15,000,000 »

ART. 66 (nieuw).

Toelage aan den Bond der Belgische
steden en gemeenten . fr. 40,000 »